

**9%** WOOD GUNDY  
692-4200  
**3 ANS**  
25 000\$ minimum  
**GARANTI**  
Taux sujet à modification

# LE SOLEIL

**POUR VENDRE LOUER ACHETER**  
LES ANNONCES CLASSÉES  
**647-3311**

MARDI 28 AVRIL 1992

QUÉBEC, 96<sup>e</sup> ANNÉE, NO 120  
54 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 4.04  
T.V.G. 0.30

50¢ Plus T.P.S. T.V.G.

## LA MODE

### Par Apparat, une collection masculine contemporaine

Lancée il y a à peine deux ans par un groupe de Québec, la collection masculine Par Apparat, dessinée par Line Bussièrre, se distingue des autres par ses procédés de fabrication faisant appel à des techniques anciennes qui se marient bien à l'allure pourtant contemporaine de son design. C-1



## Un «outil de consultation», dit Clark

# La loi référendaire est prête

OTTAWA — Quelque 50 ans après le plébiscite sur la conscription en avril 1942, le gouvernement fédéral est sur le point de déposer un projet de loi référendaire sur la constitution.

par HUGUETTE YOUNG  
de la Presse canadienne

C'est ce que le ministre des Affaires constitutionnelles Joe Clark a fait savoir hier à l'en-

trée d'une réunion du comité du cabinet sur l'unité nationale.

M. Clark a souligné que le gouvernement envisageait de présenter un projet de loi sur les consultations populaires à la Chambre des communes d'ici

deux à trois semaines. Le gouvernement veut se doter d'un outil de consultation, même s'il n'est pas du tout certain qu'il aura recours à un référendum pour trancher la question constitutionnelle, a fait valoir M. Clark.

Peu importe les circonstances, il n'est pas question d'écraser la volonté du Québec, a repris M. Clark.

« Il faut comprendre deux choses, a-t-il expliqué. D'abord, il n'est pas question qu'une consultation nationale annule ou ait préséance sur une décision prise au Québec. Deuxièmement, le fait que le gouvernement se dote d'un instrument de consultation ne l'engage pas à l'utiliser. »

On songerait à un référendum à double majorité ou à

majorité régionale, bien que les modalités n'aient pas été arrêtées, a précisé le ministre. Il croit toujours possible une entente à l'amiable autour de la table constitutionnelle d'ici à la fin du mois de mai.

M. Clark a l'intention de consulter les provinces au sujet de son projet référendaire au cours

Suite A-2, Projet...

## QUÉBEC

### L'Allier veut l'équité fiscale pour le centre des congrès

Les deux projets de centre de congrès, celui de Trizec ou celui de la ville seront un « gouffre financier » avec la proposition du gouvernement, dit le maire L'Allier. B-12

## LE MONDE

### Les combattants de Kaboul ignorent le cessez-le-feu

Les combats ont continué à faire rage hier à Kaboul, alors que des informations contradictoires circulaient sur un accord de cessez-le-feu entre factions hostiles. A-11

## LE QUÉBEC

### Hausse de salaire de 5 % dans la construction

L'Association des entrepreneurs en construction du Québec a décidé de respecter le décret fixant les conditions de travail des employés de l'industrie. A-3

## L'ÉCONOMIE

### Olympia & York : la BN peut faire face à la musique

Le président de la Banque Nationale assure que son institution est en mesure de faire face aux conséquences de l'affaire Olympia & York. B-1

## LE CANADA

### Le Québec accueille ses premiers quintuplés

Pour la première fois au Québec et la sixième au Canada, une femme a donné naissance, hier à Montréal, à des quintuplés, trois garçons et deux filles. B-7

## L'INDEX

### GÉNÉRAL

Annonces classées	C-6 à C-11
Arts	C-4 et C-5
Bridge	C-11
Décès	C-12 et C-13
Économie	B-1 à B-6
Éditorial	A-10
Horoscope	C-11
Le Monde	A-8, A-9, A-11 et A-12
Mode	C-1, C-2 et C-3
Où aller à Québec	C-5
Pierre Champagne	B-11
Québec et l'Est	B-7 à B-12

### TABLOID

Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Météo	S-16
Mots croisés	S-14
Mot mystère	S-14
Sport	S-1 à S-13

## LA MÉTÉO

Ensoleillé et plus doux, maximum 14, minimum 2. Demain, partiellement nuageux, maximum 16 et minimum 7. S-16

## Drame passionnel: jeune femme abattue à Québec



Caroline Guimond et Ahmad Hassam Assi s'étaient fréquentés pendant environ un an, mais la jeune femme avait rompu il y a deux mois. Et il y a eu beaucoup de vandalisme, récemment, à l'épicerie Gino de la rue Saint-Luc dans le quartier Saint-Sauveur.

## La police soupçonne son ancien ami, un jaloux qui la menaçait

QUÉBEC — Une jeune femme de 20 ans a succombé à des blessures par balle à la tête, hier après-midi, à l'hôpital de l'Enfant-Jésus. Elle avait été découverte par son oncle, le matin, baignant dans son sang au sous-sol de l'épicerie Gino, rue Saint-Luc, à Québec.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE  
LE SOLEIL

Caroline Guimond est ainsi

devenue la victime du cinquième meurtre de l'année dans la région. La police de Québec est à la recherche du

principal témoin dans cette affaire, un homme de 31 ans, Ahmad Hassam Assi, qui n'a pas d'adresse connue. Il a les yeux verts, mesure cinq pieds deux pouces et pèse 150 livres.

Les policiers ont retrouvé le véhicule du suspect, hier après-midi, à l'angle des rues

Saint-Bernard et Marie-de-l'Incarnation. Le pneu avant droit était à plat.

Caroline demeurait à Loretteville avec ses parents. Elle était caissière à l'épicerie Gino, sise au 326, Saint-Luc, dans le quartier Saint-Sau-

Suite A-2, Meurtre...

## Loretteville Forcé de déménager, il donne sa démission

LORETTEVILLE — Au lendemain d'une suspension de 20 jours pour avoir déclaré un faux lieu de résidence, l'inspecteur municipal Pierre Dumont a préféré, hier, remettre sa démission à la ville de Loretteville plutôt que d'y réintégrer son poste et d'avoir ensuite à y emménager à nouveau avant la date limite du 1er juillet prochain.

par ALAIN BOUCHARD  
LE SOLEIL

« C'est pour moi une question de santé mentale », a confié au SOLEIL le fonctionnaire municipal de 33 ans, cadre à Loretteville depuis 1986 et nouveau résident de Québec depuis le 11 mars dernier. « Ou je lâche ou je fais une dépression. »

Position de l'autre partie : « M. Dumont a été clairement informé dès son embauche qu'il devait habiter Loretteville dans un délai d'un an suivant l'obtention sa permanence, d'expliquer hier le directeur général de la ville, M. André Demarbre. À partir du moment où il choisissait de contrevvenir à cette exigence, il savait à quoi il s'exposait. »

Entre le retour au travail qu'il effectuait le 6 avril au terme de sa suspension et celui qu'il devait à nouveau effectuer hier, M. Dumont affirme avoir dû prendre un congé maladie d'une semaine, sur recommandation de son médecin. « Conséquence, affirme-t-il, de tous les emmerdements que m'a fait subir mon employeur dès le jour de mon retour au travail. »

Suite A-2, Démission...

## SPÉCIAL LE SOLEIL

# La récession est bel et bien une chose du passé

RIVIÈRE-DU-LOUP — Contrairement à ce qui s'est passé au Québec, la région du Bas-Saint-Laurent a surtout vécu sa récession en 1989.

PREMIER DE 3

par CARL THÉRIAULT  
collaboration spéciale

Depuis deux ans, le niveau de l'emploi est à la hausse au point qu'en 1991, cette région a affiché le meilleur taux de création d'emplois de toutes les régions québécoises.

« Historiquement, cela n'est

**Le BAS ST-LAURENT sort de la récession**

jamais arrivé contrairement à la récession de 1981-82 », constate M. Gerald Dubé, économiste à la direction de la planification stratégique de Emploi et Immigration Canada à Rimouski même « si la structure industrielle régionale montre encore de graves déficiences ».

La création probable d'un grand nombre d'emplois à temps partiel dans le secteur des services explique cette bonne performance, le secteur manufacturier étant resté à peu près le même et le secteur primaire jouant pour sa part un rôle stabilisateur.

Le Bas-Saint-Laurent a un secteur primaire (agriculture, coupe de bois, mines...) qui occupait, en 1990, presque trois fois plus de place que celui du Québec (1) : 11,1 % des Bas-Laurentiens y trouvent leur ga-

Suite A-2, Récession...



Infographie: Le Soleil

À 33 995\$ un nombre très limité de la luxueuse Cadillac Sedan de Ville est disponible. Faites vite.



chez votre concessionnaire



Cadillac sait se faire désirer

Transport et taxes en sus. Voyez tous les détails chez votre concessionnaire participant. Seulement pour un temps limité.

## Suites de la première page

### Projet...

de la réunion ministérielle qui aura lieu mercredi et jeudi à Edmonton. On traitera principalement du partage des pouvoirs et des questions qui intéressent les peuples autochtones.

M. Clark a souligné aussi qu'il veut d'abord consulter les partis d'opposition avant de présenter le projet de loi gouvernemental, ce que réclamait d'ailleurs le leader libéral en Chambre David Dingwall il y a deux semaines. Impatient, le chef national libéral Jean Chrétien réclame depuis plusieurs semaines déjà que le texte législatif soit déposé sans plus tarder pour permettre aux partis d'opposition d'en prendre connaissance.

Quant à la chef néo-démocrate Audrey McLaughlin, elle ne s'oppose pas en principe à la tenue d'un référendum pancanadien en autant qu'il ne passe pas outre aux volontés des provinces.

Chez les députés conservateurs du Québec, l'idée d'un référendum national fait tranquillement son chemin. Même les plus farouches opposants se rangeraient derrière les intentions du gouvernement.

Quant au Bloc québécois, il n'a pas très bien réagi aux intentions gouvernementales.

« C'est de la provocation 50 ans après la conscription, a résumé le leader adjoint Jean Lapierre. Il promet de lancer une bataille dans l'opinion publique.

« C'est évident que le référendum réunirait sur la même tribune Jean Chrétien et Brian Mulroney. Ce serait une manière pour nous de pouvoir les battre. »

### Récession...

gne-pain comparativement à 4,4 % au Québec.

Son secteur manufacturier est nettement plus faible : 15 % de la population active y travaille en regard d'une moyenne provinciale de 25,3 %. Le secteur tertiaire est pour sa part comparable (69,3 % contre 70,3 %).

La production laitière qui génère 75 % des recettes agricoles totales voit le nombre de producteurs diminuer régulièrement mais sans avoir des effets négatifs sur le volume de production dont les ventes totales étaient, en 1986, de 150 millions \$.

En 10 ans (1980-90) on constate, par exemple, dans la région de la Côte-du-Sud (Kamouraska-Rivière-du-Loup) l'un des principaux bassins de production laitière, une baisse de 24 % du nombre de producteurs mais une hausse du volume produit de l'ordre de 20 %.

Mais là où le bât blesse, c'est l'important volume de lait qui quitte la région (2) : 650 000 hectolitres de lait sur une production totale de 1 900 000 hectolitres, soit 35 % de la production régionale, servent à créer des emplois à l'extérieur dans le domaine de la transformation...

La diminution du nombre d'agriculteurs pose à terme le problème de l'occupation du territoire et de l'avenir de certains villages du haut-pays où le vieillissement de la population vient s'ajouter à l'urgence de trouver rapidement des moyens de relancer le milieu rural.

Fait assez peu connu, la région du Bas-Saint-Laurent, dans le secteur des mines, extrait et traite 80 % du volume québécois de la tourbe (mousse de sphagne).

Au plan manufacturier, l'industrie est dominée par le secteur des pâtes et papiers (5 établissements, 717 emplois) et celui des aliments et boissons qui comptent pour 50 % des entreprises comme des emplois de tout ce secteur.

Comme l'industrie du bois de sciage (50 % des entreprises de 100 employés et plus), le secteur de l'industrie forestière subit les contre-coups de la conjoncture qui a mené à la fermeture estimée temporaire du moulin de la Donohue à Matane, l'usine la plus moderne au Québec.

L'ouest du territoire est plus industrialisé que sa partie est : 50 % des emplois du secteur manufacturier de toute la région, soit 11 000 au total se retrouvent dans les MRC du Kamouraska, du Témiscouata et de Rivière-du-Loup. Le tourisme fait aussi partie des grands secteurs générateurs d'emplois avec des retombées économiques totales de 150 millions \$ par année et 6000 emplois principalement saisonniers.

Dans le secteur tertiaire, la présence du siège social de Québec-Téléphone à Rimouski a un effet structurant sur le niveau de vie du milieu : 1056 personnes sur les 1800 employés de la compagnie travaillent à Rimouski, ce qui représente une masse salariale annuelle de 43,5 millions \$ et des achats en biens et services d'une quinzaine de millions \$.

Un des phénomènes particuliers qui agit sur le revenu moyen des Bas-Laurentiens est celui de l'importance de l'emploi saisonnier relié au tourisme, à la forêt, à l'exploitation des tourbières : un travailleur sur quatre en dépend, ce qui peut expliquer, du moins, en partie l'écart de 15 % qui existe entre le revenu familial moyen du Bas-Saint-Laurent comparé à celui du Québec.

Par ailleurs, si l'on fait une autre lecture de l'économie du Bas-Saint-Laurent en utilisant l'approche des grappes industrielles, on se rend compte que le Bas-Saint-Laurent compte quatre grappes industrielles stratégiques : l'industrie forestière, l'habitat, l'industrie bio-alimentaire et les équipements de transport terrestre. Il n'y a aucune grappe concurrentielle (3).

Si les grappes « industrie forestière » et « habitat » (bâtiment, mobilier, ameublement) ont des défis assez similaires à ceux du Québec, le Bas-Saint-Laurent peut compter sur des avantages non-négligeables pour celles de l'industrie bio-alimentaire (avancement et recherche à La Pocatière) et du transport terrestre (Bombardier).

La volonté de créer des alliances stratégiques dans la grappe « industrie forestière » a même un antécédent avant l'heure, soit la création, en 1974, d'un consortium de mise en marché, la Société de vente de bardeaux de cèdre du Québec (SOVEBEC) dont l'expérience s'est révélée des plus positives (4).

Ces dernières années, la structure économique du Bas-Saint-Laurent a amorcé une lente diversification par l'implantation d'usines dans les métaux, les aliments semi-préparés, l'électronique, la fabrication de verre, les panneaux-meubles, la poudre de lait et les produits dérivés de la tourbe.

Cette orientation vers une plus grande diversification de l'économie régionale pourra s'appuyer dans l'avenir sur une vaste opération de planification stratégique de redéploiement industriel et technologique.

Une orientation qui ne saurait exclure une vision globale du développement rural si l'on veut éviter le développement d'une économie coupée en deux.

(1) Les données de référence pour le Québec sont celles de 1986.

(2) Données obtenues du bureau de Rimouski ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Le volume mentionné exclut la production de la région de Kamouraska.

(3) Une grappe industrielle est un ensemble d'industries d'un même secteur d'activités qui interagissent, se regroupent et se concurrencent entre elles pour accroître leur compétitivité et accélérer leur croissance. Il faut distinguer, dans les grappes industrielles, celles qui sont concurrentielles au plan mondial et celles dites stratégiques qui ont un bon potentiel de développement.

(4) Claude Morin, Les Consortiums régionaux et le libre-échange, Université du Québec à Rimouski, avril 1989, mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise es arts (développement régional).

### Démision...

Et conséquence aussi, ajoutera-t-il, de la dure bataille qu'il a livrée au « système » pour contester à la fois la décision de la ville qui le concernait personnellement et à la fois l'application générale qu'elle fait du lieu de résidence comme condition d'emploi. M. Dumont affirme notamment que certains employés cadres autres que lui sont à l'emploi de Loretteville sans y demeurer ni dans les faits ni dans les apparences.

#### De 20 à zéro

À son embauche, M. Dumont quitte Chandler, de sa Gaspésie natale, pour louer un logement à Loretteville. Quand son propriétaire lui indique qu'il reprendra possession des lieux en février 1991, le locataire consulte la ville sur la portée exacte de la question du lieu de résidence. « On me reconnaît verbalement, dit-il, un rayon de 20 km de mon lieu de travail, conformément à la convention des policiers municipaux ».

## 25 ans de souvenirs entre le passé et le futur

# Terre des Hommes, une civilisation

QUÉBEC — Expo 67, Terre des Hommes, Montréal, Canada ; 25 ans plus tard, les souvenirs oscillent encore entre le passé et le futur.

par CLAUDE TESSIER  
LE SOLEIL

Le commissaire général de l'Exposition universelle de Montréal Pierre Dupuy avait vu juste quand il a dit : « Quand les lumières s'éteignent, quand la foule s'est retirée des pavillons et des avenues, une Exposition universelle commence une vie nouvelle, moins éclatante, mais plus profonde, dans l'esprit de ceux et celles qui l'ont visitée, dans la légende des nouvelles générations ».

C'est précisément ce que nous éprouvons ces jours-ci en se remémorant la période du 27 avril au 30 octobre 1967.

#### Les moins de 25 ans

Le jeune architecte Richard Trempe et Eric Tessier, étudiant en architecture, avaient un an lors de l'inauguration d'Expo 67. Les souvenirs qu'ils en ont sont ceux d'images prises par les parents, les amis, ou celles de la télévision ou des magazines.

Récemment, ils ont marché l'île inventée en 34 mois. Ils n'y ont trouvé que de rares bâtiments, des restes de solages et des bouts de structures pris dans la glace. Bref, ils disent avoir eu l'impression de se trouver en présence d'une ancienne civilisation qui devait être passionnante à côtoyer si on en croit les témoignages.

Car civilisation, il y eût ! Terre des hommes se voulait et fut un formidable lieu de rencontre paisible, et une explication du monde en beauté. Une sorte de Renaissance trop subite pour qu'elle ne persiste !

Il y avait la bulle transparente des États-Unis ; et le pavillon géant de l'URSS, une sorte de plate-forme de départ pour le cosmos et le rêve, un rêve que personne n'aurait prêté à l'époque, 25 ans plus tard ; puis les tentes translucides de l'Allemagne ; la spirale blanche de la France ; la pyramide renversée de 109 pieds de haut du Canada ; les cubes de la Grèce et du Venezuela ; la cage de verre entourée d'eau du Québec ; le modeste village des pays africains affrontant le palais de céramique du Shah d'Iran... En tout, 61 pays.



Terre des hommes se voulait et fut un formidable lieu de rencontre paisible, et une explication du monde en beauté.

Et les pavillons thématiques et les 22 pavillons privés : celui de l'acier, de la musique ; celui des Autochtones qui heurta bien des préjugés ; la coquille héliocidale d'Air Canada, l' Aquarium, Habitat 67 et son concept audacieux de logements, la Maison olympique aux sculptures fascinantes, la Ronde, etc...

Dans les îles inventées, planifiées jusqu'aux moindres réverbères et aux poubelles, des architectes avaient rivalisé d'audace ; 25 plus tard, on se demande s'ils ne sont pas tombés dans une dépression morbide. Car Expo 67, aux premiers jours de son ouverture, avait créé un choc : on se croyait alors au 21<sup>e</sup> siècle. En tout cas, il était facile de s'imaginer l'an 2000 avec un tel foisonnement d'idées, de concepts et d'innovations technologiques.

Partout, c'était le triomphe de l'audio-visuel ; du cinéma 360 degrés chez Bell ; la jeunesse à gogo sur plusieurs écrans chez Canadian-Cominco ; une salle de cinéma à cinq écrans, en croix, au Labyrinth ; la Lanterna Magika et un théâtre audacieux chez les Tchèques.

À Expo 67, on pratiquait l'art d'attendre pour entrer dans les pavillons. Imaginez : 50 millions

de visites ; la grève des autobus de Montréal, en septembre et octobre, coûta à l'Expo cinq millions de visites.

Des Incas au manuscrit de Mozart, du dernier Spoutnik à la sculpture géante de Calder, des concerts dirigés par Karl Böhm avec l'Orchestre de Vienne au complet, à Maurice Chevalier et Marlene Dietrich.

Démentiel cet été de 1967. En 34 mois, on avait créé et aménagé trois îles, installés 847 édifices, 27 ponts, 51 milles de route et de promenade, 23 milles d'égouts et d'acqueduc, 100 milles de conduites d'eau, de gaz, d'électricité, 55 000 milles de fils de communication, 244 484 places de stationnement, 14 900 arbres, 187 acres de pelouse, 898 000 arbustes, plantes et bulbes, 256 étangs, fontaines et sculptures, 4330 poubelles, 6150 lampadaires et bancs.

Expo 67 a permis d'accélérer les grandes infrastructures de Montréal : métro, pont-tunnel, autoroutes, en prévision du nombre de visites : de 25 à 30 millions anticipées. Il y en a eu 50 millions. 50 millions de souvenirs... pour plusieurs générations.

Les Québécois étaient devenus, par leur efficacité, leur audace, leur enthousiasme, et avec 430

millions de dollars investis, des Japonais avant les Japonais. Mais il y eut un déficit de 210 millions \$.

#### Vers 2017

Pour le Québec alors en révolution tranquille, c'était l'ouverture véritable sur le monde, et le monde sur le Québec et le Canada. Les anglophones, pour un grand nombre, avaient critiqué et boudé le projet jusqu'aux dernières heures. Le vent a tourné quand ils ont réalisé que ça pouvait être un succès. Expo 67 devenait, même pour les Torontois, « leur » exposition.

Expo 67 a été « une cité de la connaissance, de la joie, de la confiance en soi et aux autres » ; elle a des leçons à donner aux architectes, aux urbanistes, aux administrateurs confrontés avec des problèmes urgents à régler, aux responsables des aménagements paysagers ; leçons aussi en audiovisuel, en muséologie, en ouverture sur le monde, en apport culturel et spirituel à partager.

En 1992, il y en a encore bien des choses qu'Expo 67 qu'on pourrait réincarner dans nos villes et villages. Ne serait-ce que les fleurs et les sculptures, l'hospitalité et le goût retrouvé de la création audacieuse.

## Fonctionnaires et cadres arrêtés à Guadalajara

GUADALAJARA, Mexique (AFP, AP) — Neuf personnes, dont des fonctionnaires et des cadres de la société pétrolière d'État PEMEX, ont été interpellées et mises à la disposition de la justice hier pour leur responsabilité présumée dans la catastrophe de Guadalajara, ont annoncé les services du procureur général de la République.

La série d'explosions de mercredi dernier à Guadalajara (ouest du Mexique) a fait au moins 191 morts et 1400 blessés, selon un bilan officiel provisoire, alors que les autorités avisaient le public que les installations de PEMEX étaient toujours dangereuses.

Il se met alors à « magasiner » les maisons avec sa compagne de vie, dans l'esprit de devenir cette fois propriétaire. « On ne trouve rien d'accessible pour nous à l'intérieur de cette limite », racontent M. Dumont et Mme Johanne Villeneuve. De sorte qu'ils commencent à la contester. Pourquoi 20 et pas 30 ou 40 ? demandent-ils. À quoi tient cet arbitraire ?

« C'est alors qu'on est revenu carrément à zéro km », reconnaît spontanément le directeur général André Demarbre, lorsqu'interrogé sur les récriminations de M. Dumont à ce propos. Ce dernier va même jusqu'à soupçonner la ville d'avoir institué la règle du zéro pour en finir avec son cas à lui.

Entre-temps, le couple achète une maison au centre-ville de Québec, à un prix plus qu'abordable mais à 14 km du point « 0 ».

« C'est là que j'ai fait la fausse déclaration de résidence, confesse M. Dumont. Exactement comme le font plein d'autres employés municipaux, plus au moins au vu et au su de la ville ». La suspension survient le 9 mars 1992.

#### Comme le bilinguisme

Dans le cours de la bataille qu'il cessait de livrer hier, M. Dumont s'est adressé sans normes à la Commission des affaires municipales et à la Commission des normes du travail. Il a aussi découvert que non seulement il n'existait aucune jurisprudence de la portée de la Charte québécoise des droits et libertés sur cette question du lieu de résidence, mais que s'il en survient jamais une, elle risque même de reconnaître le droit de gerance discrétionnaire des villes employeuses.

« Nous, déclare M. Demarbre, on est sûr de la justesse de notre position. Exiger qu'un employé réside à tel endroit comme condition d'emploi est de la même nature qu'exiger qu'il soit bilingue ».

Le directeur général de Loretteville ajoute que la Charte des droits et libertés n'a jamais été vraiment testée sur cette question. « Je suis pour ma part convaincu, dit-il, que des villes sont plutôt contentes de l'invoquer pour ne pas agir, tout en sachant très bien, au fond, que leur position n'a jamais été sanctionnée ».

accusé, au même titre que les neuf personnes interpellées, d'homocide et de blessures.

Ces personnes devront aussi répondre notamment de dommages à des propriétés privées et publiques et de violation de la législation sur l'équilibre écologique.

M. Aristeo Mejia, secrétaire au Développement urbain et rural de l'État de Jalisco, fait partie des neuf personnes interpellées.

Parmi les huit autres figurent quatre cadres de la PEMEX (le surintendant Juan Delgado Escareno, le chef d'opérations José Avalos, le chef de zone commerciale Angel Bravo et le chef des oléoducs Roberto Arrieta) et trois fonctionnaires de services des égouts et de la voirie (José Gutierrez, Jorge Guizar et Manuel Gimenez).

Les personnes mises sous arrêt sont présumées coupables et doivent prouver leur innocence selon le système mexicain.

Le maire Jean-Paul L'Allier et le conseiller municipal Claude Cantin, de la Ville de Québec, déclaraient tous deux la semaine dernière qu'exiger de ses hauts fonctionnaires qu'ils habitent son territoire serait aller à l'encontre de la Charte des droits et libertés.

## Meurtre...

veur. Le commerce appartient à son père, Denis Guimond, mais des témoins ont affirmé que le suspect, Ahmad Hassam Assi, en était aussi copropriétaire. Celui-ci aurait été vu près de l'épicerie, hier matin, un peu avant le moment où l'oncle a découvert Caroline, soit vers 9 h 40.

La jeune femme a été conduite à l'hôpital de l'Enfant-Jésus. Elle a été maintenue en vie artificiellement durant quelques heures, mais a finalement succombé à ses blessures.

Son corps a été transporté à la morgue de Québec. Une autopsie sera pratiquée ce matin. Elle permettra de déterminer le calibre de l'arme utilisée, le nombre de projectiles ayant atteint la victime et la cause exacte du décès.

Les policiers de Québec envisagent l'hypothèse d'un drame passionnel.

Francine Tardif, une copine et ancienne compagne de travail de Caroline, connaissait le suspect. Elle souligne qu'ils s'étaient fréquentés pendant environ un an, mais que la jeune femme avait rompu il y a deux mois. Assi avait un tempérament jaloux, affirme-t-elle. Il aurait souvent menacé Caroline.

Marlène Guimond, la soeur de la victime, a déclaré qu'il y avait eu beaucoup de vandalisme, récemment, à l'épicerie Gino. Des vitres cassées, par exemple.

La police de Québec n'a effectué encore aucune arrestation. Elle demande la collaboration de la population pour mettre la main au collet du suspect. L'homme est probablement armé.

LA QUOTIDIENNE

tirage du 27-04-92

5-9-2

9-5-8-3



Barbara McDougall

## Armes à Akwesasne McDougall refuse pour l'instant de faire pression sur les USA

OTTAWA — Le gouvernement canadien devrait intervenir auprès de Washington pour que cesse la vente de surplus de matériel militaire aux Mohawks de la section américaine de la réserve d'Akwesasne, a demandé hier le député libéral Don Boudria.

par MANON CORNELLIÉ  
de la Presse canadienne

Il a demandé à la secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall de contacter immédiatement le Secrétaire d'État américain James Baker pour qu'il annule le transfert d'équipement. Mme McDougall a promis d'examiner les faits mais a refusé de s'engager à entrer en contact dès maintenant avec son vis-à-vis.

Depuis une semaine, une série de reportages dans les médias font état d'accumulation de matériel lourd acquis auprès de l'armée américaine par les Mohawks vivant sur le versant américain de la réserve.

En plus de bulldozers, camions, remorques et véhicules tout-terrain, deux péniches de débarquement et un navire destiné à la récupération de torpilles figureraient sur la liste des équipements achetés, écrivait le *Financial Post* vendredi dernier.

Par ailleurs, Édimedia rapportait samedi que les bateaux seraient en eaux québécoises mais que la police n'interviendrait pas car les Mohawks ne reconnaissent pas les frontières internationales. La réserve d'Akwesasne chevauche les États-Unis, l'Ontario et le Québec. La section ontarienne se trouve dans le comté de Glengarry-Prescott-Russell que représente M. Boudria.

M. Boudria a indiqué en Chambre hier que le détachement de la GRC à Cornwall, en Ontario, avait confirmé que le Conseil tribal d'Akwesasne avait acquis des camions militaires, des navires de débarquement et deux navires utilisés dans la récupération de torpilles.

À sa sortie des Communes, M. Boudria ne cachait pas sa déception face à la réponse de la ministre McDougall. « Le problème est évident. À Akwesasne, la menace de violence est toujours là. Il y a eu deux meurtres il y a plus d'un an et demi. La communauté est patrouillée par cinq forces policières différentes. »

Selon lui, il aurait fallu que le Canada soit consulté avant de permettre le transfert d'un quelconque équipement. Il trouve difficile de croire que le matériel en question serve au transport d'équipements vers quelques îles appartenant aux Mohawks ou encore à la réfection d'infrastructures.

Le député ontarien craint plutôt que les embarcations, qui sont désarmées, servent au transport de personnes entre Akwesasne et Kanawake. À son avis, cela ne viendra qu'ajouter aux problèmes entourant ces réserves.

Les différents corps policiers interrogés au cours des derniers jours ont des avis partagés à ce sujet. C'est à Akwesasne, et non à Oka, que les troubles de l'été 1990 ont commencé. Deux mois avant Oka, les opposants et les partisans de l'implantation de casinos sur le territoire américain de la réserve a donné lieu à des affrontements violents qui ont conduit à la mort de deux autochtones.

## L'Association des entrepreneurs respectera la hausse salariale de 5 % Pas de guerre dans la construction

QUÉBEC — Les travailleurs de l'industrie de la construction toucheront finalement à partir de cette semaine une augmentation salariale de 5 %. À la suite du refus des dirigeants syndicaux de renoncer à cette hausse, l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ) a en effet décidé de respecter le décret fixant les conditions de travail des employés de l'industrie.

par BRIGITTE BRETON  
LE SOLEIL

Le nouveau directeur général de l'AECQ, M. Robert Brown, s'est dit hier déçu de la réponse des dirigeants de la FTQ-Construction, du Conseil provincial du Québec des métiers de la

construction et de la CSN-Construction à la proposition de reporter, ou d'étaler, l'augmentation de 5 % à partir du 26 avril.

« Nous avons raté une occasion de rationaliser les coûts de construction à un moment où la situation de l'industrie est alarmante », mentionne-t-il.

M. Brown explique que confronter au refus des organisations syndicales, l'AECQ avait le choix de « partir en guerre ou d'en faire son deuil ». A cinq ou six mois d'une autre négociation pour renouveler le décret régissant les conditions de travail des travailleurs de la construction, l'AECQ a préféré la seconde option.

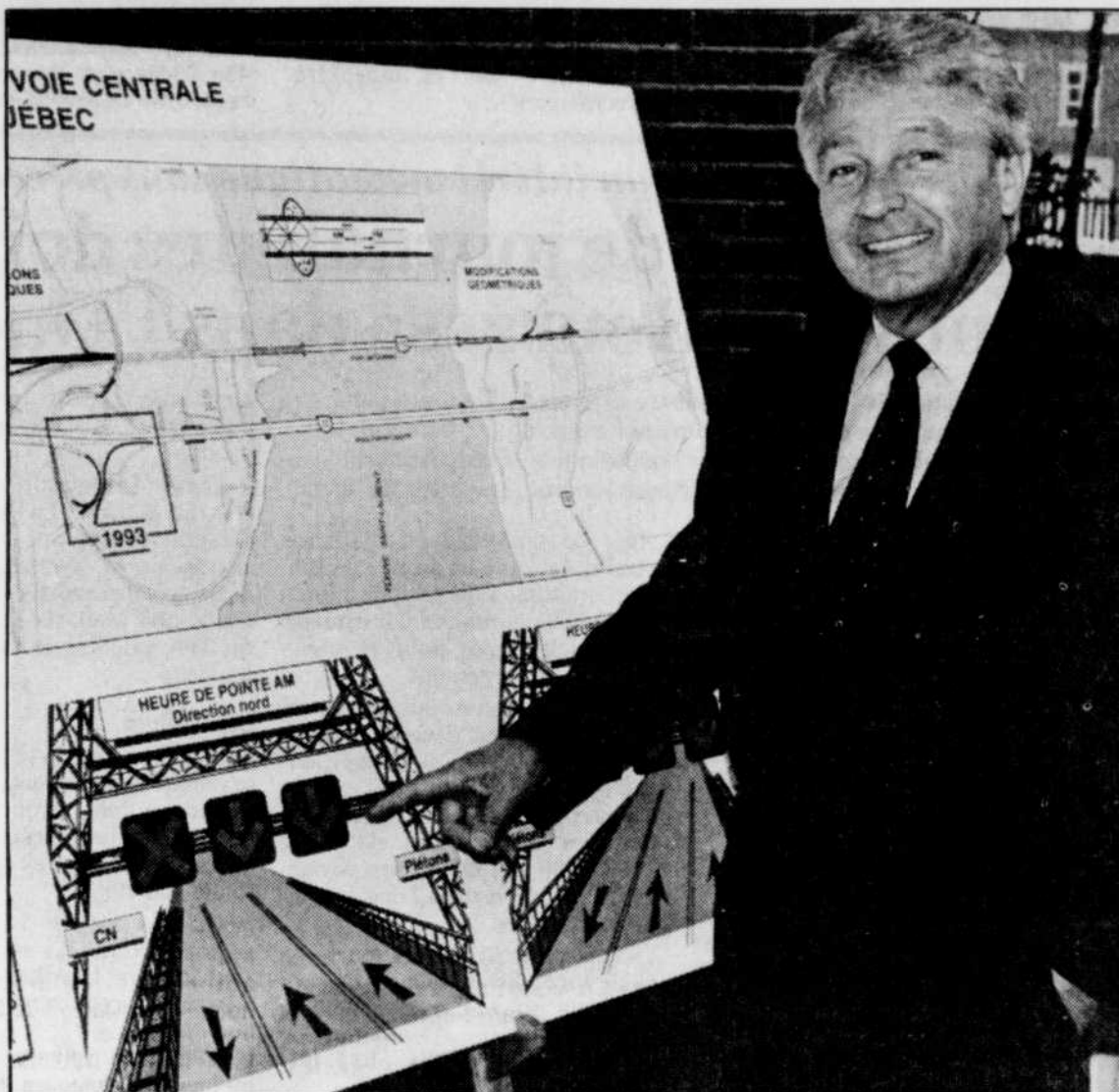
Le directeur général rappelle par ailleurs que les travailleurs de la construction ont profité d'un enrichissement considérable au cours des dernières années.

Le décret imposé par le gouvernement en 1990, qui viendra à échéance en avril 1993, prévoyait en effet des augmentations salariales de 4,5 %, 4,5 % et 5 %.

Ils sont cependant peu nombreux à profiter de ces hausses de salaires puisque la Commission de la construction du Québec prévoit enregistrer au plus 80 millions d'heures travaillées cette année, comparativement à 118 millions en 1989 et 110 millions en 1990.

Selon les dirigeants syndi-

caux, ce n'était toutefois pas en enlevant un 5 % d'augmentation de salaire qu'il y aurait eu plus d'investissements et plus d'emplois dans l'industrie de la construction. M. Yves Paré, de la FTQ-Construction, a soutenu récemment que ce n'était pas un écart de 1000 \$ sur la construction d'une résidence de 150 000 \$ qui déterminait si un individu achetait ou non une propriété. Les dirigeants syndicaux avaient aussi jugé farfelue et peu sérieuse la demande de l'AECQ, deux semaines avant la majoration du 26 avril.



Le ministre délégué aux Transports, Robert Middlemiss, estime que l'aménagement d'une voie réversible permettra de porter à 3200 véhicules à l'heure la capacité du pont de Québec à l'heure de pointe.

## Une 3e voie permanente sur le pont de Québec

QUÉBEC — Des travaux de construction et de réfection de plusieurs structures et voies du réseau routier des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches seront bientôt entrepris, dont l'aménagement permanent d'une voie centrale réversible sur le pont de Québec d'ici au printemps 1993.

textes de JACQUES DALLAIRE  
LE SOLEIL

« Le chantier le plus important sera sans contredit celui du pont de Québec », précisait hier en conférence de presse le ministre délégué aux Transports, M. Robert Middlemiss, en présentant son programme annuel de travaux saisonniers. Le ministère investira 90 millions \$ (5 millions \$ de plus que l'an dernier) pour la réalisation de l'ensemble des travaux, dont quelques-uns pourraient durer jusqu'à la fin du mois d'octobre.

L'aménagement d'une voie centrale réversible sur le pont de Québec, découle d'un projet expérimental qui, depuis novembre dernier, permet l'utilisation d'une troisième voie en direction sud. L'expérience a été suffisamment concluante, selon M. Middlemiss, pour inciter le ministère à investir dès cette année 5,5 millions \$ pour réaliser la plus grande partie des travaux.

D'importantes modifications seront apportées à la géométrie des échangeurs de la rive nord pour permettre un accès plus facile au pont de Québec. Sur la rive sud, les aménagements seront de moindre envergure. Un système électronique de contrôle des voies permettra de changer les signaux lumineux indiquant la direction ou la fermeture des voies.

### Doubler la capacité

Les automobilistes venant de la rive sud le matin pourront emprunter deux voies pour se rendre sur la rive nord et inversement pour rentrer chez eux en fin de journée. L'expérience menée jusqu'à maintenant a démontré la possibilité de doubler la capacité de l'infrastructure routière aux heures de pointe, soit de 1700 à 3200 véhicules à l'heure. Les conditions hivernales n'ont pas entraîné de problèmes particuliers.

« Quant à savoir si des voies seront réservées pour la circulation des autobus et le covoiturage, si la nécessité se fait sentir, nous interviendrons, a indiqué M. Middlemiss. Mais, nous allons d'abord procéder avec le projet d'une voie réversible. »

Les autres travaux prévus dans la région de Québec

concernent surtout la correction de courbes et la réfection de la chaussée dans la réserve faunique des Laurentides (route 175), le planage et la pose d'une couche d'usure sur l'autoroute Henri IV (entre Charest et de la Capitale), sur l'autoroute du Vallon (entre Hochelaga et Lebourgneuf), sur l'autoroute Laurentienne (entre la rue de la Faune et le boulevard du Lac) et sur le chemin Royal à l'île d'Orléans dans les paroisses de Sainte-Famille, Saint-Pierre et Saint-Laurent.

Dans la région Chaudière-Appalaches, on procédera au planage et à la pose d'une couche d'usure sur la plupart des voies de l'échangeur sud du pont Pierre-Laporte. De même, on élargira le viaduc et les bretelles d'accès de la route Kennedy (route 173) à Lévis à la hauteur de l'autoroute Jean-Lesage (20). On effectuera aussi le remplacement des joints de dilatation sur le pont enjambant la rivière Etchemin à Saint-Romuald sur l'autoroute Jean-Lesage.

## Pour éviter les maux de tête en roulant...

QUÉBEC — Comme par le passé, diverses mesures seront prises afin d'atténuer l'impact sur la circulation des travaux routiers dans les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches.

Sous peine de fortes amendes, les entrepreneurs devront libérer le plus grand nombre possible de voies aux heures de pointe et certains travaux devront être exécutés de nuit.

Le ministère procédera à l'envoi d'un dépliant dans plus de 200 000 foyers de la région métropolitaine pour informer les gens des travaux en cours. Un service de renseignements, du nom de *Info-travaux*, sera offert en tout temps au numéro (418) 528-1616.

Des panneaux seront également installés aux abords des différents chantiers et les abonnés du canal spécialisé *Vidéoway* auront aussi accès à toute l'information pertinente.

## Parmi les 50 semi-finalistes au poste d'astronautes Jennifer Decker garde les 2 pieds sur terre même si «c'est excitant»

SAINTE-FOY — Avec son tout récent doctorat en physique, la toute jeune Jennifer Decker (28 ans) se retrouve au sein des 50 semi-finalistes parmi lesquels seront choisis les futurs astronautes canadiens. « C'est intéressant, excitant, mais la compétition sera très forte », déclare le plus calmement du monde la jeune femme de Sainte-Foy.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE  
LE SOLEIL

Jennifer est originaire de Burlington, en Ontario, où elle a obtenu son baccalauréat. Ses parents et sa soeur y sont toujours. C'est cependant à l'uni-



Jennifer DECKER

versité Laval qu'elle a étudié pour la maîtrise, puis le doctorat. Elle y a aussi appris un français tout à fait correct. Sa spécialité? L'optique et le laser.

« Mais ma spécialité n'est pas importante. L'Agence spatiale canadienne recherche des bacheliers en sciences et génie, qu'elle entrainera ensuite selon ses besoins et ses propres critères. »

Quand l'Agence spatiale canadienne avait fait connaître ses besoins, elle avait reçu quelque 5300 demandes. Les cinquante candidats retenus, dont huit femmes, ont entre 25 et 44 ans et la plupart possèdent un doctorat. Ils ont été sélectionnés sur la base de nombreuses entrevues, de leur dossier, de leur forme physique et de leur équilibre psychologique.

Le nombre d'aspirants diminuera toutefois bientôt à la suite d'entrevues qui se dérouleront au cours des deux prochaines semaines à Montréal, Calgary et Toronto. Jennifer Decker subira son entrevue demain à Montréal. Marc Garneau fera partie du jury, ainsi que sept autres représentants de l'Agence. « C'est très énervant », laisse-t-elle tomber.

Vingt candidats seront retenus. Ils passeront une semaine d'entraînement ensemble, fin mai. Ils subiront une batterie de tests, effectueront différentes tâches. Finalement, six personnes seront choisies pour se joindre aux astronautes participant au programme canadien. Leurs noms devraient être connus en juin.

Les astronautes canadiens sont formés en vue de participer, dans environ cinq ans, à des missions à bord de navettes spatiales et de travailler, d'ici la fin de la décennie, à bord de la station Freedom.

Les noms de Robert Provencher (Jonquière) et Jean-Marc Gagnon, biologiste de Mont-Joli, font aussi partie des candidatures retenues. M. Gagnon travaille actuellement comme stagiaire post-doctoral sur un projet conjoint de l'Institut Maurice-Lamontagne, situé près de Mont-Joli, avec l'Institut national de recherche scientifique Océanologie à Rimouski.

CONCOURS  
**ESSAI DE CONDUITE**  
LE SOLEIL

PLUS DE  
**6000**  
EN PRIX

POUR PARTICIPER  
visitez l'un des concessionnaires suivants:

CAPITALE NISSAN • GIGUÈRE AUTO • GRAND TRIANON • LAURIER  
PONTIAC BUICK • LÉVIS SUBARU • MARLIN CHEVROLET OLDSMOBILE  
INC. • MONTCALM AUTOMOBILES • OPTION SUBARU • PAQUET SUZUKI  
• QUÉ-BOURG AUTO L.T.E.E. • RENDEZ-VOUS MAZDA • ROBERGE NISSAN  
• STE-FOY LALLIER • STE-FOY TOYOTA

ET LISEZ LE CAHIER AUTOMOBILE DU LUNDI DANS LE SOLEIL

# LA POLITIQUE

## Pourtant, l'opposition s'en promettait pour la rentrée parlementaire Masse se tire indemne de l'attaque concernant le contrat de un milliard

OTTAWA — Le ministre Marcel Masse est sorti sans la moindre égratignure de la charge que libéraux et néo-démocrates lui avaient promise à l'occasion de la rentrée parlementaire sur l'octroi par le ministère de la Défense d'un contrat sans soumission d'un milliard de dollars à une entreprise québécoise.

par PIERRE-PAUL NOREAU  
LE SOLEIL

Fort de la crainte de l'Opposition d'attiser les dissensions régionales, M. Masse n'a en fait pas eu du tout à s'inquiéter au cours de cette première période de questions suivant les deux semaines du congé pascal des parlementaires.

Comme le ministre l'a lui-même fait valoir en Chambre, de toute façon « les questions d'acquisition relèvent d'un autre ministère ».

C'est donc son collègue Paul Dick, ministre des Approvisionnements et Services, qui s'est levé des banquettes gouvernementales pour réfuter le plaidoyer de l'Opposition voulant qu'une procédure d'appel d'offres aurait été de mise pour le contrat accordé à Bell Helicopter Textron pour la fabrication d'une centaine d'hélicoptères pour les Forces armées.

### Contestation

Incidentement, la compagnie Eurocopter, a annoncé, hier, qu'elle tentera de faire renverser une décision de la Défense nationale.

Aux Communes, tant le libéral William Rompkey que le néo-démocrate Howard McCurdy qui ont interrogé les ministres Masse et Dick en Chambre, ont pris des gants blancs pour faire valoir leur point.

En cette période cruciale dans le dossier constitutionnel, toute dimension de favoritisme envers le Québec qu'on disait vouloir dénoncer au départ, avait hier totalement disparu. De toute évidence,

les stratèges des partis avaient choisi de ne rien dire qui soit susceptible de froisser les Québécois.

C'est ainsi que le contrat d'un milliard de dollars accordé à Bell Helicopter Textron était traité sur le même pied que celui de 800 millions \$ accordé, toujours sans soumission et à la même période, à la compagnie General Motors (GM) de London en Ontario pour l'acquisition de 229 véhicules militaires légers.

Le ministre Paul Dick a simplement expliqué que la firme québécoise était la seule à fabriquer des hélicoptères suffisamment gros pour satisfaire les nouveaux besoins de maintien de la paix de l'armée canadienne. Dans le cas de GM en Ontario, cette compagnie, le seul fabricant canadien de véhicules légers, avait déjà fourni ce type de matériel l'année précédente et il était avantageux pour ce qui est des pièces de rechange de continuer avec le même modèle. Les Américains s'approvisionnent d'ailleurs auprès de GM eux-mêmes, signalait le ministre pour prouver la qualité de son choix.

### Des élections

L'Opposition a semblé mettre plus d'emphasis hier sur sa motion soutenant « que, de l'avis de cette Chambre, il y va de l'intérêt des Canadiens de tenir immédiatement une élection générale fédérale ».

Les libéraux, à l'origine de la résolution, ont plaidé par la voix de leur leader parlementaire Dave Dingwall que le Parti progressiste-conservateur agit à l'heure actuelle sans aucun égard pour les règles démocratiques, imposant

de force des mesures dont les Canadiens ne veulent pas.

« La nature d'un gouvernement démocratique, c'est que les gouvernements gouvernent avec le consentement des gouvernés... Quand les gens élisent un Parlement, ils ne le font pas avec l'intention d'écrire une dictature de cinq ans » a lancé M. Dingwall, dénonçant le libre-échange, le chômage, et la morosité générale et réclamant du même souffle un scrutin.

Il n'est pas question d'élections pour l'instant, a répliqué Brian Mulroney à la chef du Nouveau parti démocratique (NPD) Audrey McLaughlin qui tenait le même langage. Selon lui les bases ont été jetées au cours des dernières années pour une reprise économique forte et durable.

« La dirigeante néo-démocrate parle un peu de morosité et d'inquiétude dans le pays, alors que le Fonds monétaire international vient tout juste de dire que le Canada, cette année et l'an prochain, sera le premier pays au monde dans le domaine de la croissance économique, dans le domaine de la croissance de l'emploi, et avec le plus bas taux d'inflation de tous les pays industrialisés. »

L'optimisme conservateur pour l'avenir a cependant laissé froid les membres de l'Opposition qui ont pour leur part longuement insisté sur le million et demi de chômeurs pour justifier la nécessité d'un changement.

La motion libérale a finalement été défaite par la majorité gouvernementale.



Marcel Masse, ci-dessus, n'a pas eu à s'inquiéter au cours de la première période de questions suivant le congé pascal.

## Le pèlerinage suscite un intérêt médiatique sans précédent Une meute de journalistes doit « couvrir » Bourassa dans l'Ouest

Le pèlerinage que le premier ministre Bourassa effectuera dans l'Ouest canadien à compter de dimanche provoque un intérêt médiatique sans précédent. Pour l'occasion, M. Bourassa sera accompagné d'une suite journalistique record.

par ANDRÉ FORGUES  
LE SOLEIL

Sauf pour une visite-éclair à Toronto, ce sera la première sortie canadienne de M. Bourassa depuis l'échec de l'entente du lac Meech.

Au moment où se resserre l'échéancier constitutionnel imposé par le Québec, les représentants des médias de tout le Canada scrutent à la loupe les déclarations publiques que feront M. Bourassa et ses quatre homologues de l'Ouest qu'il rencontrera tour à tour à Vancouver, Edmonton, Regina et Winnipeg.

### 38 journalistes

Pas moins de 38 journalistes et techniciens représentant 18 ser-

vices de nouvelles ou d'affaires publiques étaient déjà inscrits, hier, au bureau du premier ministre où l'on coordonne les arrangements logistiques pour le transport et l'hébergement.

Depuis le retour au pouvoir de M. Bourassa, en décembre 1985, on n'a jamais vu plus d'une quinzaine de représentants des médias voyager avec lui pour couvrir ses tournées européennes de 1987, 1989, 1990 et 1992 ou son voyage en Californie et dans l'ouest canadien, en 1988.

Pour plusieurs de ces tournées, ce ne sont souvent que six ou sept reporters qui ont accompagné le premier ministre.

Même sous le gouvernement péquiste, si on exclut les masses de journalistes qui étaient affectés à la couverture des conférences fédérales-provinciales, il n'y a pas de précédent d'un voyage officiel

du premier ministre québécois qui ait suscité un tel intérêt des médias.

Parmi les quotidiens québécois, LE SOLEIL, La Presse et The Gazette couvriront le prochain voyage de M. Bourassa qui sera aussi accompagné de reporters du Globe and Mail, du Toronto Star, du Toronto Sun et du magazine Maclean's.

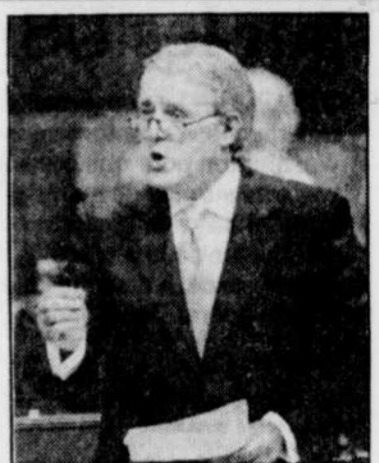
### Les radios

Les deux grands réseaux radiophoniques québécois, Télémedia et Radiomutuel, seront du voyage, tout comme les réseaux radiophoniques français et anglais de Radio-Canada.

Du côté des télévisions francophones, Radio-Canada et TVA sont inscrits. L'émission Le Point sera aussi représentée. Du côté anglophone, CBC et CTV assureront une couverture réseau, de même que l'émission The Journal. Même les stations de télévision anglophones locales de Montréal seront présentes.

### La note des médias

Pour chaque journaliste et technicien qu'ils affecteront à la tournée, les médias acquitteront une note de près de 1 900 \$ uniquement pour les frais de transport. En plus, les entreprises de presse devront payer les dépenses d'hébergement et de repas pour cinq jours, sans parler des salaires.



Brian MULRONEY

### Mulroney scandalisé

OTTAWA (PC) — Les enquêtes sur les homosexuels menées par la GRC à la fin des années 50 constituent une violation flagrante et odieuse des libertés fondamentales, a déclaré hier le premier ministre Brian Mulroney à la Chambre des Communes.

### Eurocopters à Fort Erie

TORONTO — Dans un texte publié hier et touchant l'obtention d'un contrat de 1 milliard \$ du ministère de la Défense nationale par la compagnie Bell Helicopter Textron, de Mirabel, La Presse canadienne avait erronnellement mentionné que la compagnie Eurocopters était située à Winnipeg, au Manitoba. Cette entreprise est plutôt située à Fort Erie, en Ontario.

Les CHEVROLET · GEO · Oldsmobile

# Nous battons tous les prix de la concurrence

SUR DES MODÈLES ÉQUIVALENTS!

**COUPE 3 PORTES METRO**

**7 269\$\***

Unité = 20 628

Avant d'acheter... Comparez les prix MARLIN.  
Étudiant... Remise additionnelle de 750 \$, si admissible.

**BERLINE 5 PORTES METRO**

**7 539\$\***

Unité = 20 773

C'est le temps de choisir... 250 voitures en stock.

**BERLINE 4 PORTES METRO**

**8 269\$\***

Unité = 20 755

Faut voir MARLIN avant d'acheter!

Service de nuit mécanicien d'expérience en service jusqu'à 3h du matin.

ESSAI DE CONDUITE LESOLEIL

\* TRANSPORT ET TAXES EN SUS PRÉPARATION ET RABAIS GM INCLUS

**MARLIN** Chevrolet Oldsmobile inc. **Geo**

c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest, Québec 688-1212

**RÉSULTATS**  
O-T-O-Q-UÉ-B-E-C

**PANCO** Tirage du 92-04-27

2	4	12	15	20
21	24	31	32	35
44	47	50	54	58
59	60	63	66	69

Prochain tirage: 92-04-28  
T.V.A. le réseau des tirages

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:  
**51028423**  
Sinon, composez sans frais, le 1-800-563-8688

Plus de 3 000 points offerts cette semaine dans LESOLEIL

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**CHRONIQUE**

**FEU VERT**

« POUR UN AIR AMBIANT DES PLUS SAINS »

- Utilisez régulièrement la hotte de la cuisinière et le ventilateur de la salle de bain pour expulser l'air à l'extérieur.
- Ouvrez les fenêtres de temps à autre pour faire circuler l'air, sans toutefois les laisser ouvertes trop longtemps pour ne pas gaspiller l'énergie qui sert à chauffer ou à rafraîchir la maison.
- Optez pour des moquettes et des tissus d'ameublement à fibres naturelles et sans produits chimiques, ainsi que pour des produits d'entretien inoffensifs: solvant, cire, peinture, vernis, etc.
- Employez des savons insecticides ou des produits naturels pour vous débarrasser des insectes qui infestent la maison.
- Veillez à la bonne aération des pièces où vous utilisez des produits contenant des substances chimiques dangereuses.

CETTE CHRONIQUE VOUS EST PRÉSENTÉE TOUS LES MARDIS... N'OUBLIEZ PAS... REGARDEZ FEU VERT MARDI 20 H 30 ET DIMANCHE 17 H 00 À

**Radio Québec**

**LESOLEIL** S'ENGAGE POUR TOUT LE MONDE

Satisfaction garantie

Desjardins L'incroyable force de la coopération.

JUSQU'AU JEUDI 30 AVRIL 1992 JE VOUS ATTENDS AFIN DE VOUS FAIRE PROFITER DE NOTRE PROMOTION « PAS DE TAXES » nous la payons pour vous (chèque) À L'ACHAT D'UN MODÈLE ACCORD EX ET CIVIC EX 1992

**YVES LANGLOIS** **St-Joye** **HONDA** 2000, boul. Charest Ouest 687-2525

# Imaginez...

un mois sans les groupes populaires!

Le Fonds de solidarité des groupes populaires: Aide les groupes qui travaillent quotidiennement sur les causes profondes de l'appauvrissement; sert à lutter contre l'augmentation des injustices sociales; finance le démarrage et le développement des groupes; solidarise les groupes par une gestion démocratique des fonds; soutient les actions et les luttes du mouvement populaire.

Les groupes membres: Les Amis de la Terre de Québec, l'Association de défense des droits sociaux, Auto-Psy Québec, le Bureau d'animation et d'information logement, le Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, le Collectif Femmes et justice, le Groupe de défense des droits des détenues de Québec, le journal Droit de Parole, Radio Basse-Ville.

**Je soutiens les efforts des groupes populaires!**  
Voici ma contribution pour 1992

10\$  20\$  35\$  50\$  \$

Nom: \_\_\_\_\_ Faites votre chèque à l'ordre du

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Tél.: \_\_\_\_\_

Une collaboration **LESOLEIL**

Fonds de solidarité des groupes populaires  
301, rue Carillon  
Québec G1K 5B3  
Tél.: 529-4407

# CSST: la baisse des coûts passe par la conciliation selon l'AMQ

QUÉBEC — L'Association des manufacturiers du Québec propose un mécanisme obligatoire de conciliation pour diminuer les coûts de la Commission de la santé et de la sécurité du travail qui a affiché l'an dernier un déficit de 791 millions \$.

par BRIGITTE BRETON  
LE SOLEIL

L'Association a soumis hier au bureau du premier ministre Bourassa, cinq propositions d'amendements législatifs qui visent à résoudre le plus près possible de la base, et ainsi plus rapidement, les problèmes de santé et de sécurité au travail.

« Le mécanisme obligatoire de conciliation, qui serait la responsabilité d'un fonctionnaire, permettrait à l'employeur et au travailleur de discuter avant de se retrouver en audiences devant un bureau de révision. Il pourrait y avoir entente sur le litige et les coûts, tant financier qu'humain, pourraient être réduits », estime le directeur des relations industrielles et des ressources humaines à l'Association, M. Gaston Charland. Le service de conciliation, mis sur pied l'an dernier par la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles a inspiré l'Association.

Celle-ci réclame d'autre part

que le travailleur accidenté respecte l'opinion de son médecin traitant si celui-ci conclut que son patient peut être assigné à un autre poste de travail. Les autres propositions soumises par l'Association, présidée par M. Richard Le Hir, rejoignent celles formulées au cours des dernières semaines par d'autres organisations patronales.

Comme d'autres, l'Association des manufacturiers demande que la CSST ait la possibilité de reconsidérer ses décisions s'il y a erreur de droit, de faits ou de procédure. Elle réclame aussi l'exécution immédiate des décisions des bureaux de révision, même s'il y a appel. L'Association voudrait également que la CSST puisse se soustraire à la prépondérance du diagnostic du médecin traitant, si elle obtient une expertise l'infirmité.

### Propositions et volonté

Ce ne sont donc pas les propositions qui manqueront au minis-

tre du Travail, M. Normand Cherry, pour le guider dans les modifications susceptibles d'être apportées au régime de santé et de sécurité au travail. L'AECQ et le Conseil du patronat ont déjà soumis des mémoires au ministre. M. Cherry a aussi reçu au début du mois d'avril un rapport du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre. Un rapport qu'il devrait commenter sous peu.

Interrogée hier par LE SOLEIL, l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ) a dit craindre que le gouvernement ne retienne que des « correctifs cosmétiques » pour atténuer les difficultés de la CSST. L'AECQ croit pourtant que la CSST devrait faire l'objet d'un véritable débat de société.

« Comme le ministre Côté l'a fait dans le réseau de la santé, il faut maintenant se demander qu'est-ce qu'on peut se permettre de donner comme protection aux travailleurs », a déclaré hier le nouveau directeur général de l'AECQ, M. Robert Brown.

Ce sont habituellement les dirigeants syndicaux qui parlent de « débat de société » ou de « qualité de vie ». Encore la semaine dernière, le secrétaire général de la

FTQ, M. Clément Godbout, a indiqué que le dossier de la CSST était plus qu'une question de déficit à combler, mais bien un véritable débat de société. « Que fait-on avec les handicapés du travail? On les retourne chez eux sur le BS ou on les réadapte au travail », demande le syndicaliste.

Selon M. Brown, de l'AECQ, il faut que tous les intervenants patronaux et syndicaux des différents secteurs économiques, et non pas seulement Ghislain Dufour du Conseil du patronat du Québec et Clément Godbout de la FTQ, s'assoient pour déterminer

ce qui doit être fait pour sauver le système de santé et de sécurité au travail et revenir aux intentions premières du législateur que la jurisprudence a parfois dépassées. « Il ne faut pas seulement boucher les trous, mais bien faire un débat de fond pour sauver les meubles », soutient le directeur général.

L'AECQ ne se fait toutefois pas d'illusion sur la volonté du gouvernement à régler rapidement le dossier de la CSST. « La loi sur la santé et la sécurité du travail a un caractère social. Avant des élections, un gouvernement n'a pas le

goût de jouer la dessus. Même s'il est inquiet des déficits de la CSST, le gouvernement cherchera à sauver la chèvre et le chou, de piler sur le moins de pieds possible ».

M. Brown s'attend donc à ce que le gouvernement apporte des « correctifs cosmétiques », comme apporter simplement une nouvelle méthode de comptabilité, ressermer des choses faciles dans l'administration et faire des ajustements législatifs mineurs. Le directeur de l'AECQ ne prévoit pas que le gouvernement attaque les droits acquis des travailleurs.

# Recyc-Québec triple ses effectifs alors que l'on parle de coupures partout

QUÉBEC — Au moment où le gouvernement Bourassa a promis de diminuer de 2 % par an le nombre de ses fonctionnaires, une de ses sociétés d'État, Recyc-Québec, s'apprête à pratiquement tripler ses effectifs.

par MICHEL CORBEIL  
LE SOLEIL

Le petit organisme, né d'une loi adoptée en juin 1990, a fait paraître dans trois quotidiens de la province, dont LE SOLEIL, un appel au recrutement qui occupe une pleine page dans la section « Carrières ». Coût de l'opération: 52325 \$.

La Société compte en ce moment neuf employés permanents. La publicité vise au recrutement de 22 nouvelles personnes. Selon les émoluments de base offerts, sa masse salariale, qui est en ce moment d'environ un demi-million de dollars pour ses permanents, augmentera d'au moins 710 900 \$. Ce chiffre pourrait dépasser 900 000 \$, en vertu de l'expérience des candidats choisis.

Quatre personnes sont recherchées pour des fonctions relatives au marketing et à la communication, dont une comme vice-président de ce domaine. Deux avocats, deux experts en finances, six professionnels pour le recyclage et la récupération, six secrétaires et une réceptionniste complètent le tableau des postes à pourvoir par la firme Sobeco, Ernst et Young. **Bouteilles de vin et pneus**

En ces temps de récession, Recyc-Québec s'attend à recevoir plus de 4000 demandes d'emploi. Les embauches, elles, se matérialiseront entre juin et septembre, explique M. Jean Rivard, portepa-

role à contrat de la société, qui convoite le poste de vice-président « communication et marketing ».

Selon lui, l'offensive de recrutement, lancée alors que Québec s'engage à sabrer dans sa Fonction publique, illustre que l'environnement jouit de considérations spéciales. Cela constitue aussi, ajoute-t-il, le signe d'une organisation qui, « après avoir fait des études et colligé ses orientations, est maintenant en mesure de passer à l'action ».

« Il y a tout le mandat du développement des marchés, donne-t-il comme exemple. Nous avons des études, mais elles sont très préliminaires, faute de personnel ».

Les dossiers de la consignation possible des pneus et des bouteilles de vin représentent aussi deux motifs d'amener de nouveaux membres. « Nous pensons qu'un des deux (dossiers) sera réglé dans les prochaines semaines », commente M. Rivard en refusant d'identifier lequel est susceptible d'aboutir « imminemment ».

Parmi les autres sujets qu'une équipe agrandie permettra d'attaquer, il y a la rédaction d'un plan de développement, la mise en oeuvre d'une politique pour les subventions et l'aboutissement de dossiers ponctuels. Ainsi, Recyc-Québec explore deux « possibilités extrêmement intéressantes » pour écouler le verre cassé de couleur. Les marchés pour ce type de verre constituent un casse-tête pour les entreprises en récupération.

Récemment, deux groupes écologistes de Québec ont accusé la société d'État de n'être qu'une

« coquille vide ». M. Rivard trouve inéquitable ceux qui seront tentés maintenant de l'accuser de voir trop gros et d'aller trop vite.

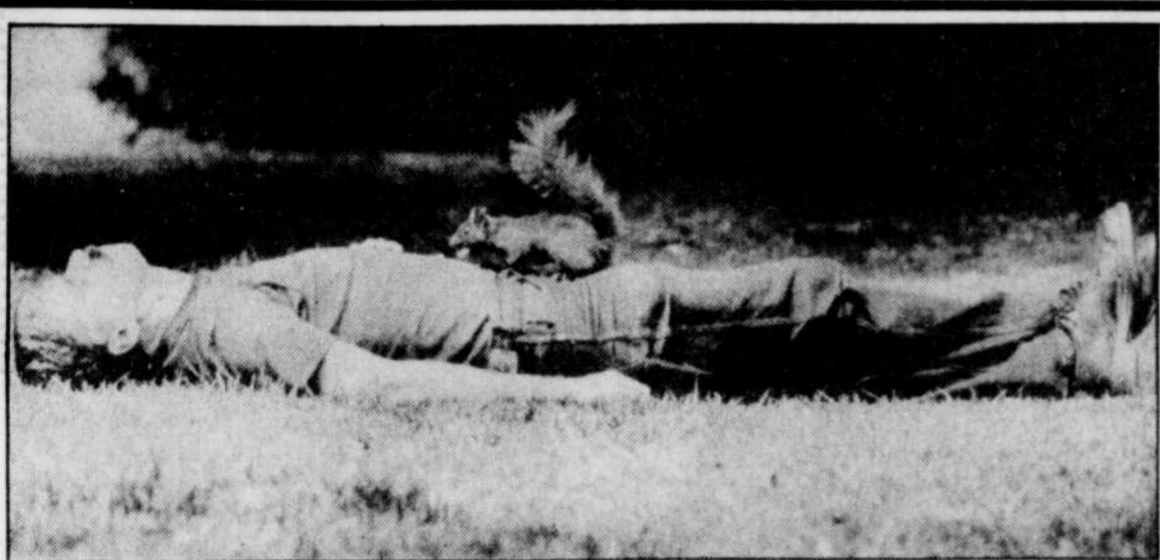
« Comme c'était injustifié de dire qu'on faisait rien pour développer de nouveaux marchés. Ce n'est pas évident vendre de nouveaux produits sur de nouveaux marchés ».

En termes de personnel, la situation chez Recyc « sera favorablement comparable à la Colombie-Britannique et à l'Ontario ». Dans cette dernière province, les fonctionnaires n'ont qu'une consigne sur les pneus à appliquer.

Malgré son « jeune âge », Recyc-Québec en est à son deuxième p.d.g. Le premier directeur, M. Alain Ménard, a quitté après quelques mois son poste à la suite de divergences avec le ministre de l'Environnement Pierre Paradis même s'il était considéré comme un proche du politicien. Il a été remplacé par M. Louis Lord, un autre proche du ministre.

M. Rivard admet que le remue-ménage entourant ce changement a pu ralentir le processus pour doter l'organisme de tout le personnel nécessaire. Il a aussi permis, croit-il, de mieux connaître les besoins à combler.

Recyc est, avec Hydro-Québec et la Société des alcools du Québec, une des trois sociétés d'État tenues à l'auto-financement, explique M. Rivard. La rémunération des nouveaux salariés n'y échappera pas. Chargée de l'application de la consigne sur les bouteilles de bière, de boissons gazeuses, ses avoirs dépassent les 26 millions \$.



## L'ami des écureuils

Wayne est un grand copain des écureuils du Parc Gage dans la municipalité de Hamilton (Ontario). Visiteur régulier, il nourrit les écureuils tout en profitant du soleil. Et comme le démontre la photo, les petits animaux ont adopté Wayne et... ses arachides!

# Selon un comité d'experts, les effets des prothèses mammaires sont indéterminables

OTTAWA (PC) — Selon le comité d'experts présidé par le Dr Cornelia Baines, il est impossible de déterminer si on peut se servir de prothèses mammaires en toute sécurité, à cause du manque de preuve.

Le rapport du comité a été remis au ministre Benoît Bouchard trois jours avant qu'il n'annonce, le 16 avril dernier, que le moratoire sur l'usage des implants mammaires au silicone se poursuivra pendant encore six mois.

Le rapport, dont le ministre de la Santé a déjà donné un résumé, a été rendu public lundi. Il prévient Ottawa qu'on ne possède pas suffisamment d'informations scientifiques pour juger des effets biologiques du silicone et autres matières entrant dans la fabrication de la prothèse.

Les implants ont été blâmés pour une foule de problèmes, lorsqu'ils laissent fuir du silicone à l'intérieur du corps. Des études ont même prétendu avoir découvert des agents soupçonnés de causer le cancer dans l'un des implants qui a été retiré du marché depuis, le Meme.

Le ministère de la Santé a qualifié les craintes relatives au Meme de « grandement exagérées ». Il y a deux ans, l'ancien ministre Perrin Beatty a fait savoir que le gouvernement croyait en la sécurité de tous les appareils au silicone.

Cependant, le comité Baines n'a pas trouvé la preuve que les

femmes avec des prothèses mammaires au silicone soient plus exposées que les autres à certaines maladies. Mais, a-t-il signalé, il n'a pas trouvé non plus la preuve du contraire.

« Des recherches plus approfondies seront nécessaires avant de pouvoir comprendre le comportement biologique des éléments des implants (au silicone) », a-t-il indiqué.

LES  
**3**  
FONT  
LE  
MOI

**3**  
MOIS  
POUR  
**99\$**  
JUSQU'AU  
18 MAI  
COMPOSEZ LE  
**1-800-EN-FORME**

**Nautilus**  
Plus

Ancienne-Lorette • Charlesbourg (Lebourgneuf et Arpudrome) • Québec (Samuel-Holland)

## Feux d'artifice

### MONTREAL 1992

Découvrez le Saint-Laurent du Cap-de-la-Madeleine à Montréal, à bord du Cavalier Grand Fleuve de Croisières Navimex et assistez au Festival international des feux d'artifice.

**99\$** p.p. (TPS 6,93\$\*) pour un transport en autocar de luxe climatisé de Québec, une croisière et repas chaud à bord, animation, service d'un guide accompagnateur et feux d'artifice à bord du navire.

**DÉPARTS: 30 mai, 6, 13, 20, 27 juin**

Forfaits de 2 jours également disponibles

**55\$** p.p. (TPS 3,85\$\*) pour un transport aller-retour par autocar de luxe climatisé, service d'un guide accompagnateur professionnel, l'admission à La Ronde et les feux d'artifice avec sièges réservés dans les estrades à La Ronde.

**DÉPARTS: 30 mai, 6, 13, 20, 27 juin, 5, 12, 19, 26 juillet, 2 août**

Une occasion à ne pas manquer!

**MOYAGES PARADIS**

(418) 627-0777 ou 1-800-363-9824

Detenteur d'un permis du Québec

- Baie-St-Paul
- Neufchâtel
- Beauport
- Sainte-Foy
- Charlesbourg
- Sillery
- La Malbaie
- Vanier
- Lévis

Billetech 643-8131

**CROISIÈRES NAVIMEX**

**VERRES DE CONTACT**

**CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE RICHARD**

Gaétan Richard, m.d. FRCS(C)

1045, chemin Ste-Foy  
QUÉBEC  
Face Hôpital St-Sacrement

**683-4450**

JUSQU'AU JEUDI 30 AVRIL 1992  
JE VOUS ATTENDS AFIN DE VOUS FAIRE PROFITER DE NOTRE PROMOTION

**«PAS DE TAXES»**  
nous la payons pour vous (chèque)  
À L'ACHAT D'UN MODELE  
ACCORD EX ET CIVIC EX 1992

**St-Foy**  
**lallier**  
NORMAND LAMONTAGNE

**HONDA**  
2000, boul. Charest Ouest  
**687-2525**

**Un teint éclatant!**

Enfin un traitement cosmétique anti-âge simple et rapide.

LABORATOIRE DR RENAULT

**maxime**  
coiffure

Place Ste-Foy  
**651-6885**

à partir de \$26

**C'EST ASSEZ!**

**LE MEILLEUR SPÉCIALISTE POUR VOTRE**

**HONDA** **ee**

Le seul concessionnaire HONDA à LÉVIS à vous offrir une

**GARANTIE LIMITÉE - À VIE**

sur notre silencieux et, de plus, une garantie limitée de 5 ans sur notre système d'échappement installé dans nos ateliers avec les pièces d'origine Honda

**ee**

Le service le plus à l'écoute du client!  
40, KENNEDY, LÉVIS  
**833-2135**

# produits choos A PRIX CHOOS!



**RCA**  
**MONITEUR STÉRÉO 28 po (71 cm)**

Modèle des plus complets avec prise S-Vidéo, 2 entrées et une sortie audio/vidéo, sortie audio variable, minuterie, auto-programmation des canaux, télécommande multifonction, système sonore stéréo. Quantité: 20.  
**cour.: 949.95**



**MONITEUR STÉRÉO 29 po (73 cm)**

Entrée S-Vidéo, entrée audio/vidéo, sortie audio variable, prises externes pour le raccordement d'enceintes acoustiques supplémentaires, fonction d'ambiphonie, BASE GRATUITE AVEC CE MODELE. Quantité: 17.  
**cour.: 899.95**



**JVC**

cour.: 479.95

**459.**

**MAGNÉSCOPE HI-FI STÉRÉO**  
Dispositif de lecture à 4 têtes, pistage numérique, lecture répétée d'un segment de la bande, programmation en français de 8 événements / 1 an, fonctions de montage et système de contrôle intelligent. Quantité: 24.

cour.: 877.97

**799.**

**CAMÉSCOPE VHS COMPACT**

Sensibilité de 3 lux, obturateur à vitesse multiple jusqu'à 1/4000 s, têtes autonettoyantes, objectif zoom motorisé 6:1, mise au point automatique, mallette rigide incluse. Quantité: 29.



**199.**

cour.: 298.98



**MOBILIER DE SALON**

Avec un recouvrement aux couleurs vives, très à la mode, ce mobilier se mariera allègrement avec tous les décors. Confort hors pair et design moderne, il offre aussi une qualité de fabrication impeccable. Quantité: 20 de chacun des modèles.

**SOFA cour.: 659.95 449.**  
**FAUTEUIL cour.: 309.95 249.**

**CAUSEUSE cour.: 469.95**

**349.**

**LUXUEUX FAUTEUIL**

inclinaison et berçant de style moderne, ultraconfortable. Vous apprécierez sûrement la qualité de confection des épais coussins du dossier, des accoudoirs et du siège qui assurent un maximum de confort. Résistant recouvrement aspect cuir. Quantité: 50.

cour.: 579.95

**299.**

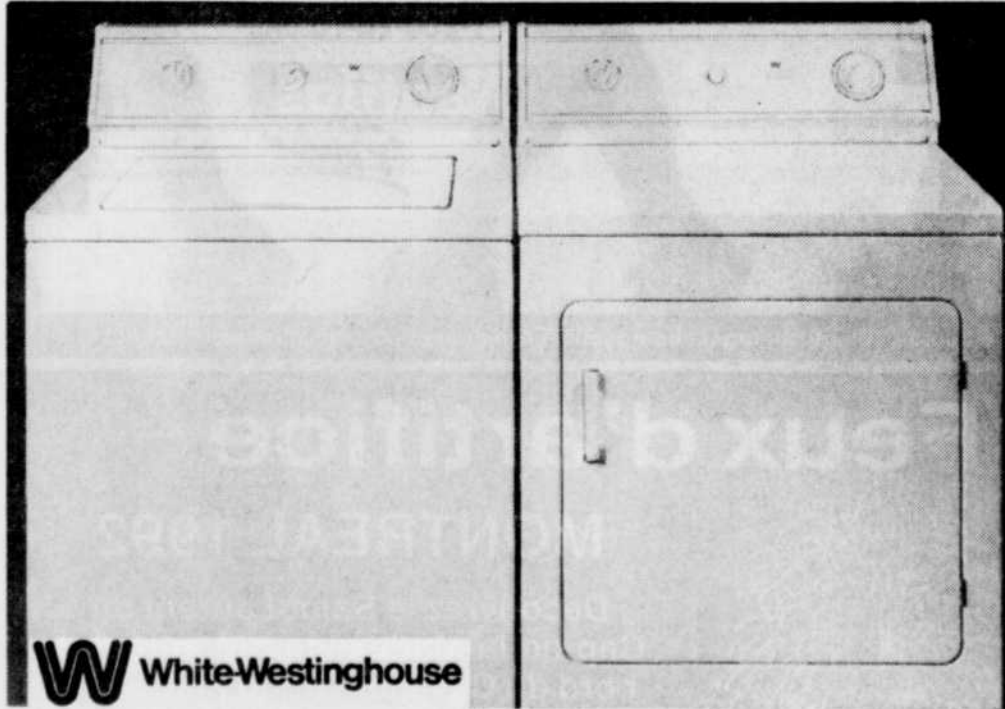
**FAUTEUIL ET TABOURET**

au recouvrement tout cuir véritable, bénéficiant d'une qualité de fabrication remarquable: solide structure tubulaire noire, accoudoirs généreusement rembourrés, confort incontestable et style des plus modernes. Quantité: 70.



**Frigidaire**  
18.6 pieds cubes

**879.**



**White-Westinghouse**

**RÉFRIGÉRATEUR**

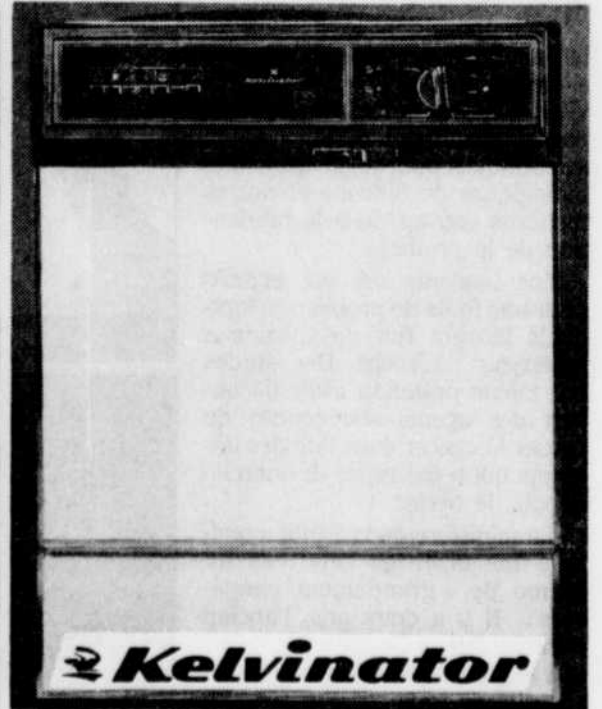
Faible consommation énergétique, combinaison de tablette et demi-tablettes en verre, compartiments à légumes et fruits à humidité contrôlée, demi-balconnet et plat de service (pour micro-ondes) réglables dans la porte, tablette dans le congélateur. Quantité: 24.

**ENSEMBLE DE BUANDERIE**

Cet ensemble de buanderie se tire à merveille de toutes les embûches causées par l'entretien de vos vêtements grâce à une multitude de réglages, dont un choix de 8 programmes de lavage, niveau et température d'eau variables, sècheuse à 5 programmes, grand volume de chargement, choix de température de séchage et plus encore. Quantité: 36.

l'ensemble

**869.**



**Kelvinator**

**LAVE-VAISSELLE À ENCASTRER**

Dispositif de départ différé de six heures, système de lavage à trois niveaux, filtre autonettoyant, broyeur d'aliments mous, nombreux choix de cycles, panneau de façade interchangeable et beau-coup plus encore. Quantité: 40.

cour.: 449.95

**359.**

réglez le solde en

# JANVIER '93

\* **CONDITIONS GÉNÉRALES:** Sous réserve de l'approbation du Service du crédit. Aucun dépôt à effectuer, à l'exception des taxes de vente. Réglez le solde de votre achat en janvier 1993. Ou, sur les achats au comptant, bénéficiez d'un rabais additionnel de 3%.

**VANIER**  
100, rue Chabot  
à proximité des Halles Fleur de Lys  
683-9600

**SAINTE-FOY**  
2635, boul. Hochelaga  
Place de la Cité  
657-6902

**CHARLESBOURG**  
8500, boul. Henri-Bourassa  
Carrefour Charlesbourg  
627-3073

**BEAUPORT**  
4175, boul. Sainte-Anne  
voisin Quincailerie Nap. Boily  
667-7851

**LÉVIS**  
300, côté du Passage  
Gaienes Chagnon  
835-0606



depuis 1909

# L'État jongle avec plusieurs projets concernant ses 400 000 fonctionnaires

QUÉBEC — Le Conseil du Trésor jonglait encore hier avec divers scénarios pour dénouer l'impasse avec les représentants des 400 000 employés de la fonction publique, des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

par BRIGITTE BRETON  
LE SOLEIL

Pendant ce temps, les dirigeants de la CSN, de la FTQ, du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ), du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) et de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) attendaient toujours une convocation du président du Conseil du Trésor, celui-ci ayant déjà indiqué qu'il les reverrait dans la semaine du 27 avril. Le dossier doit être clos avant la présentation du budget, au début de mai.

Si le directeur de cabinet de M. Daniel Johnson s'est limité hier à dire au SOLEIL que divers scénarios étaient à l'étude, le pire comme le mieux, différentes hypothèses alimentaient toutefois les rumeurs tant du côté patronal que syndical.

Certains avançaient que le ministre Johnson pourrait finalement respecter l'entente qu'il a signée l'an dernier, entente qui prévoyait le versement d'un forfaitaire de 1 % jusqu'au renouvellement des conventions collectives et une augmentation salariale de 3 % le 1er juillet 1992. Cependant,

au lieu de prolonger de deux ans la durée des conventions collectives qui viennent à échéance en juin prochain, comme il l'a demandé le 14 février, M. Johnson entreprendrait tout de suite une négociation et tenterait de faire de la récupération sur les clauses normatives, les conditions de travail, l'organisation du travail et les effectifs.

Une autre hypothèse envisagée est que le président du Conseil du Trésor verse l'augmentation de 3 % et le forfaitaire comme le réclament les organisations syndicales, mais que celles-ci acquiescent à sa demande de prolonger de deux ans les conventions collectives. Cinq organisations, la CSN, la FTQ, le SFPQ, le SPGQ et la FIIQ ont déjà indiqué au ministre qu'elles accepteraient une prolongation d'une année seulement. Celles-ci ont déjà prolongé de six mois les conventions collectives signées en 1989 et 1990. Un autre report semble inacceptable pour certains, d'autant plus dans le contexte de la réforme de la santé, des difficultés dans le réseau scolaire et des réductions d'effectifs prévues dans la fonction publique.

D'autres pensent aussi que le président du Conseil du Trésor pourrait soumettre cette semaine une nouvelle offre. Lorsqu'il a

proposé le 15 avril d'indexer les salaires le 1er juillet 1992 et 1993, au lieu d'étaler sur deux ans l'augmentation de 3 %, M. Johnson avait en effet mentionné qu'il ne s'agissait pas d'une offre finale. Si on estime que le taux d'inflation sera d'environ 2 %, l'écart avec l'entente de l'an dernier n'est que de 1 % et représenterait environ 350 millions de dollars.

Hier, une rumeur voulait que la Centrale de l'enseignement du Québec, qui n'a pas adhéré à la coalition CSN-FTQ-FIIQ-SFPQ et SPGQ, serait prête à accepter l'indexation des salaires proposée pas M. Johnson, en échange de gains sur les clauses normatives. Une position qui diviserait encore

plus les forces syndicales. L'information a cependant aussitôt été niée par la CEQ. « Il n'est pas question de démordeur du 3 % », a répété la porte-parole Hélène Gilbert. La CEQ est la seule organisation syndicale à avoir rencontré la semaine dernière des représentants du Conseil du Trésor.

Enfin, la partie syndicale craint de moins en moins que le gouvernement recourt à un décret ou à une loi spéciale pour imposer des conditions de travail à ses employés. Des députés libéraux ont d'ailleurs déjà indiqué à M. Johnson qu'il ne pourrait le supporter dans sa démarche s'il agissait dans ce sens.

## Mercredi fait appel à la bonne volonté

OTTAWA (PC) — Étant donné la fragilité des négociations constitutionnelles, le chef national de l'Assemblée des premières nations Ovide Mercredi exhorte le Québec à faire preuve de bonne volonté dans le dossier qui l'oppose aux Algonquins de lac Barrière.

Au cours d'une conférence de presse hier, M. Mercredi a fait savoir qu'il juge important le dénouement de ce dossier et qu'il souhaite en discuter avec le premier ministre québécois Robert Bourassa au cours d'une rencon-

tre qui doit avoir lieu en mai. M. Mercredi souligne que l'entente trilatérale intervenue en août 1991 entre le gouvernement provincial, le fédéral et les Algonquins, comportent de sérieuses lacunes.

## La SQ ne visionnera pas les vidéos d'Oka

MONTREAL (PC) — La Cour d'appel du Québec a interdit hier au ministère public et à la Sûreté du Québec de visionner les cassettes vidéo tournées lors des événements d'Oka par des caméramen de la télévision et saisies lors de perquisitions de la Sûreté du Québec.

Cette ordonnance renverse la décision du juge Claire Barrette-Joncas, de la Cour supérieure, rendue le 31 mars dernier.

Le 8 août 1990, la Société Radio-Canada s'était adressée à la Cour supérieure par voie de requêtes en certiorari.

Au terme d'une longue audition, la juge Barrette-Joncas a rejeté la requête. La SRC a porté l'affaire devant la Cour d'appel et les juges William S. Tyndale, Louis LeBel et Morris J. Fish en sont venus à la conclusion que l'appelante satisfaisait aux conditions requises pour obtenir le sursis.

JUSQU'AU JEUDI 30 AVRIL 1992  
JE VOUS ATTENDS AFIN DE VOUS FAIRE PROFITER DE NOTRE PROMOTION  
«PAS DE TAXES»  
nous la payons pour vous (chèque)  
À L'ACHAT D'UN MODELE  
ACCORD EX ET CIVIC EX 1992



JEAN SIMARD

Ste-Foy  
**lallier**  
2000, boul. Charest Ouest  
867-2525

Brunch tous les dimanches...  
**BRUNCH**  
À SAVEURS MÉDITERRANÉENNES

Animation avec magicien et guitariste  
Salle de jeux pour enfants avec animateur

UNE MONTAGNE DE PLAISIRS VOUS ATTEND!  
De 11h à 14h

Adultes : 19,95 \$  
Enfants 4 à 11 ans : 10 \$  
Gratuit pour les enfants en bas de 3 ans

**HOTEL CHÂTEAU MONT SAINTE-ANNE**  
STATIONNEMENT GRATUIT  
Pour renseignements et réservation (418) 827-5211

 **La Maison Anglaise**  
Place de la Cité, Sainte-Foy

La Maison Anglaise est heureuse de vous inviter à rendre visite à son stand (no 204) au

**SALON DU LIVRE DE QUÉBEC DU 28 AVRIL AU 3 MAI**

Une bonne sélection de livres anglais vous y attend, par des auteurs américains aussi réputés que Stephen King, Amanda Cross, David Leavitt et des centaines d'autres. Les auteurs canadiens sont aussi à l'honneur avec entre autres, des oeuvres de David Homel, Robert Munsch, Margaret Atwood et Robertson Davies.

Au plaisir de vous y rencontrer!

Le plus grand choix de livres anglais dans la région de Québec




Mère et... femme!

De Suisse, un combiné associant semis de fleurs ajouré et coton. En promotion cette semaine. 60 \$

**ROSA BORRA**  
FINE LINGERIE ET ACCESSOIRES

PLACE de la Cité

LA VESTE EN TOILE DÉLAVÉE CHEZ HOLT RENFREW



**295 \$**  
SEULEMENT CHEZ HOLT RENFREW

CEST LE PRINTEMPS. L'ÉPOQUE OÙ L'ON A BESOIN DE VÊTEMENTS SANS PRÉTENTION MAIS TRÈS CHIC. NOTRE NOUVELLE VESTE EN TOILE DÉLAVÉE SATISFAIT ADMIRABLEMENT À TOUTES LES EXIGENCES. ELLE EST EN PURE TOILE DÉLAVÉE, CONFECTIONNÉE AVEC UNE GRANDE SOUPLÉSSE POUR UN DRAPE TOUT SIMPLE ET SANS HISTOIRE. ELLE EST DROITE, D'UNE COUPE AMPLE ET FACILE À PORTER. CE QUI EST L'IDÉAL POUR LES TENUES DE FIN DE SEMAINE AVEC

DES DÉTAILS COMME SES CINQ POCHEs, DONT DEUX POCHEs INTÉRIEURES. CETTE VESTE EST UN DES MEILLEURS PLACEMENTS DE LA SAISON ET GRÂCE AU CHOIX DE TROIS NOUVELLES COULEURS PRINTANIÈRES RAVISSANTES - BLEU DE MER, MAUVE PÂLE ET OR BRUN. EN PLUS DU NOIR CLASSIQUE. C'EST LE MOYEN LE PLUS RAPIDE DE METTRE AU GOÛT DU JOUR VOTRE GARDE-ROBE ESTIVALE. ET VOUS NE LA TROUVEREZ QUE CHEZ HOLT.

PLACE SAINTE-FOY, 656-6783 • OUVERT DU LUNDI AU MERCREDI DE 9 H 30 À 17 H 30. LES JEUDI ET VENDREDI DE 9 H 30 À 21 H ET LE SAMEDI DE 9 H 30 À 17 H.

**HOLT RENFREW**

## LE MONDE

## Un double choc pour l'Allemagne

BONN (Reuter, AFP, AP) — L'Allemagne a subi un double choc hier avec la démission surprise de son ministre et monstre sacré des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, alors même qu'il débute la plus grande grève du secteur public depuis 1974.

Le chancelier Helmut Kohl est resté de marbre face aux deux événements. Il a assuré que son gouvernement n'était pas affaibli par le départ de Hans-Dietrich Genscher, l'homme politique le plus populaire du pays, l'orfèvre infatigable de l'unité allemande, et qu'il ne pouvait céder aux exigences salariales des syndicats en raison de la conjoncture économique.

Hans-Dietrich Genscher avait été nommé il y a 18 ans par le chancelier Helmut Schmidt à la tête de la diplomatie allemande,

poste qu'il n'a plus quitté depuis lors.

«Après un si long temps passé au ministère, je pense que le moment est venu de quitter ce poste volontairement et suffisamment longtemps avant les prochaines élections générales (de 1994)», a-t-il dit devant les dirigeants de son parti, le FDP (Parti libéral).

Âgé de 65 ans, Hans-Dietrich Genscher a déclaré qu'il demanderait au président Richard von Weizsäcker de le libérer de ses obligations dans la semaine du 17 mai.

Dans la confiance depuis le



Monstre sacré des Affaires étrangères allemandes et pilier du gouvernement Kohl, Hans Dietrich Genscher (à gauche), a annoncé sa démission hier tout en devisant avec le président du parlement russe, Ruslan Chasbulatov, à droite.

début de l'année, le chancelier Helmut Kohl, qui perd un des piliers de son gouvernement, l'a remplacé par un fidèle de M. Genscher, le ministre de la construction Irmgard Schwaetzer. Cette femme de 50 ans a déjà été pendant près de quatre ans ministre déléguée aux affaires européennes.

## Kohl refuse de céder

Évoquant le mouvement de grève déclenché hier par les syndicats du secteur public, Helmut Kohl a déclaré que les Länder et le gouvernement fédéral ne pou-

vaient pas aller au-delà de leur dernière offre de 4,8 % de hausse.

L'ensemble de l'Allemagne occidentale est affectée par les arrêts de travail dans les transports publics, le ramassage des ordures ou les postes, les salaires dans l'ex-RDA faisant l'objet de négociations séparées. Les Allemands ont bien marché hier...

Le mouvement pourrait rapidement gagner le privé, le plus puissant syndicat allemand, IG Metall, lui aussi engagé dans de difficiles négociations salariales, ayant annoncé son intention de lancer des grèves d'avertissement cette semaine.

D'autres syndicats du secteur privé pourraient suivre l'exemple en mai.

Selon les premiers chiffres fournis par les syndicats, environ 35 000 employés des transports publics ne se sont pas rendus à leur travail. Dans les postes, le mouvement était déjà suivi par 10 000 salariés.

Les aéroports internationaux de Francfort et d'autres villes allemandes restaient ouverts hier mais pourraient être touchés dans le courant de la semaine, ont déclaré des syndicalistes.

La dernière grève du secteur public, en 1974, avait duré seulement trois jours, le gouvernement ayant cédé aux exigences des employés sous la pression des autorités locales.

## Une Italie sans têtes

ROME (d'après AFP) — L'élection par le parlement italien d'un nouveau président de la république et la désignation d'un nouveau premier ministre à la tête du pays devraient prendre plusieurs semaines, en l'absence de tout accord entre les principaux partis, estime-t-on dans les milieux politiques.

Après la démission vendredi du président du conseil Giulio Andreotti et celle, samedi, du président Francesco Cossiga, les partis évitent encore d'annoncer leurs préférences, pour ménager leurs chances dans une lutte qui sera difficile.

La réduction du poids de la Démocratie-Chrétienne (-4,6%) aux législatives du 6 avril et la tradition de la «lottizzazione» (partage des postes de responsabilité) auront pour conséquence probable que la DC ne contrôlera plus les deux postes dirigeants du pays.

En attendant, l'Italie va vivre une période où aucune décision de grande ampleur ne pourra être prise: M. Andreotti continuera d'expédier les affaires courantes et Giovanni Spadolini, président du Sénat, assumera l'intérim du président Cossiga, à partir d'aujourd'hui, date à laquelle ce dernier signera formellement sa lettre de démission.

À partir d'aujourd'hui, le nouveau président démocrate-chrétien de la chambre des députés, Oscar Luigi Scalfaro, pourra fixer une date pour l'élection par les deux chambres réunies en congrès du remplaçant de M. Cossiga.

Parmi les scénarios les plus possibles du système de «lottizzazione», on cite l'élection d'Arnaldo Forlani, le secrétaire général de la Démocratie-Chrétienne au Quirinal (présidence de la république), et celle de Bettino Craxi au palais Chigi (présidence du conseil). Mais aussi Giulio Andreotti, le républicain (PRI) Spadolini, le président de la DC Ciriaco De Mita, sont également cités pour le Quirinal. Les noms de personnalités non liées étroitement au monde politique comme le philosophe Norberto Bobbio sont aussi évoqués.

**Une approche Personnelle**

Diane esthéticienne  
De la tête jusqu'aux pieds, on s'occupe de vous.

**maxine** coiffure  
Place Ste-Foy  
**651-6885**  
Shampooing • Coupe • Brushing  
à partir de \$26,00

JUSQU'AU JEUDI 30 AVRIL 1992  
JE VOUS ATTENDS AFIN DE VOUS  
FAIRE PROFITER DE NOTRE PROMOTION  
«PAS DE TAXES»  
nous la payons pour vous (chèque)  
À L'ACHAT D'UN MODÈLE  
ACCORD EX ET CIVIC EX 1992

**Ste-Foy lallier**  
2000, boul. Charest Ouest  
687-2525

DANIEL PAUL-HUS

# MAZDA LANCE SON OFFRE

## ATTRAPEZ-LA!

**OBTENEZ LE CLIMATISEUR VALANT JUSQU'À 2 100\$. OU UNE REMISE DE 1 500\$.\***

Tirez profit de l'été au maximum... bien au frais grâce à Mazda!

Car nous vous offrons le climatiseur à l'achat de l'un de nos modèles les plus populaires. La 323 et la Protégé, les plus spacieuses de leur catégorie.

La Miata, un triomphe mondial. Nos camionnettes, les plus vendues au Canada, catégorie importées. Et la MPV, deux fois élue mini-fourgonnette

importée de l'année au Canada. Profitez vite du climatiseur chez Mazda :

une façon gagnante de déjouer la chaleur de l'été!



PROTEGE



323



MIATA



B2200



MPV

Nos véhicules sont protégés par l'une des garanties les plus complètes et les plus solides de l'industrie.

\*Climatiseur ou remise, offerts sur tous les modèles 1992 suivants : 323, Protégé, MPV, Miata et camionnettes Mazda vendus ou encore en stock chez le concessionnaire après le 5 mars 92. La remise est de 1 500 \$ maximum sur tous les modèles et s'applique aussi là où le climatiseur est de série. Et sur la MPV, le climatiseur à double sortie vaut 2 100 \$. Offre d'une durée limitée qui ne peut être combinée à aucune autre. Détails chez votre concessionnaire.

**mazda**

Je me sens bien.

Québec  
Chatel Automobiles Ltée  
1350, Bouvier  
628-6336

Québec  
Premier Mazda  
656, rue Graham Bell  
687-0753

Cap-Santé  
Cap-Santé Mazda  
5, rue Bois de L'Al  
285-0011

Plessisville  
Maurice Coté  
Automobiles Inc.  
637, rue St-Louis  
362-7324

St-Georges-de-Beauce  
Automobiles Sittelle  
15300, boul. Lacroix  
228-4815

Rivière du Loup  
Rivière du Loup Mazda  
160, Fraser  
862-3263

Matane  
Garage Marcel Villeneuve Inc.  
1780, rue du Phare Ouest  
562-0245

Grande Rivière  
Lloyd Sutton Auto  
89, Grand Allée  
385-2279

Québec  
Rendez-Vous Mazda  
1615, boul. Henri Bourassa  
529-8551

Ste-Patrice-de-Beaurivage  
Automobiles M. Blais  
462, rue Principale  
596-2322

Montmagny  
Montmagny Mazda  
201, blvd. Tache Ouest  
248-0014

Baie St. Paul  
Charlevoix Mazda  
996, Mgr. de Laval  
435-5353

Thetford Mines  
Centre de l'Auto Amiante Inc.  
410, boul. Smith Sud  
338-4694

Pintendre  
A. Lachance Automobiles Inc.  
529, Route Kennedy  
837-8897

Rimouski  
Automobiles R.P. Inc.  
455, boul. Ste-Anne  
Pointe au Père  
724-7888

Baie-Comeau  
Mazda Cote-Nord  
291, boul. La salle  
296-0202



### Première historique en G.-B.

Betty Boothroyd, 62 ans, député travailliste et ancienne danseuse au palladium de Londres, est devenue hier la première femme à être élue à la présidence de la Chambre des communes. C'est la première fois depuis la seconde guerre mondiale que ce poste échoit à un membre de l'opposition. Avec 372 voix contre 238, Mlle Boothroyd a obtenu le soutien des 271 députés travaillistes de la Chambre mais également celui de députés conservateurs.

## Une pluie de missiles s'abat sur le Karabakh

MOSCOU (Reuter, AFP) — Une pluie de missiles s'est abattue au cours du week-end sur Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, et les affrontements ont fait rage entre Azéris et Arméniens en d'autres endroits de cette enclave à majorité arménienne située en Azerbaïdjan, rapportaient hier les agences Itar-Tass et Interfax.

Au moins huit personnes, dont un enfant de 10 ans, ont été tuées, et le chirurgien américain Robert Gale, spécialiste de renommée mondiale des transplantations de moelle épinière, a frôlé la mort à Stepanakert, ont-elles précisé.

Le médecin américain, qui s'est notamment illustré en soignant les victimes de Tchernobyl, était en visite dans la région pour une mission d'étude sur les besoins médicaux et les problèmes de distribution de l'aide.

« Quatre-vingt missiles ont été tirés la nuit dernière de Shusha (un bastion azéri), sur Stepanakert », rapporte Itar-Tass, qui cite le Comité d'auto-défense du Haut-Karabakh.

Selon le comité, les villes arméniennes de Martuni et Mardakert ont été la cible de batteries de missiles Grad, appuyées par des

chars lourds et des obusiers.

Sept morts et plusieurs blessés ont été recensés dans des villages arméniens situés près de la frontière avec l'Azerbaïdjan qui ont également été bombardés, a dit le comité d'auto-défense.

Selon Interfax, des villages azéris et un village à majorité russe ont été attaqués par des forces arméniennes.

« Un enfant de 10 ans a été tué dans un des villages azéris », précise Interfax, citant les propos du ministère azéri de la Défense.

Selon Interfax, des dirigeants locaux de la région de Kazakh (nord-ouest de l'Azerbaïdjan) et de la région d'Idjevan, située de l'autre côté de la frontière en Arménie, sont parvenus à un accord de cessez-le-feu. Les deux parties au conflit avaient fait état d'affrontements violents au cours des derniers jours.

# Naissance d'une nouvelle Yougoslavie

BELGRADE (AP, Reuter, AFP) — Les députés serbes et monténégrins ont proclamé hier la création d'une nouvelle Yougoslavie de taille réduite, composée des deux républiques de Serbie et du Monténégro, consacrant ainsi la disparition de l'ancienne fédération dont le nouvel État se veut l'héritier.

Entretemps, des pourparlers de paix préliminaires entre des responsables des communautés serbe et musulmane de Bosnie-Herzégovine se sont ouverts hier soir à Lisbonne. On attendait également à tout moment des responsables croates dans la capitale portugaise, a-t-on déclaré de source autorisée.

Les combats se sont toutefois poursuivis à Derventa (nord de la Bosnie) et à Mostar (sud-ouest). A telle enseigne que la force de maintien de la paix de l'ONU en Yougoslavie a renoncé à son projet d'installer sa principale base de logistique en Bosnie-Herzégovine. A la place, elle utilisera des bases à Belgrade et Zagreb.

Les députés serbes et monténé-

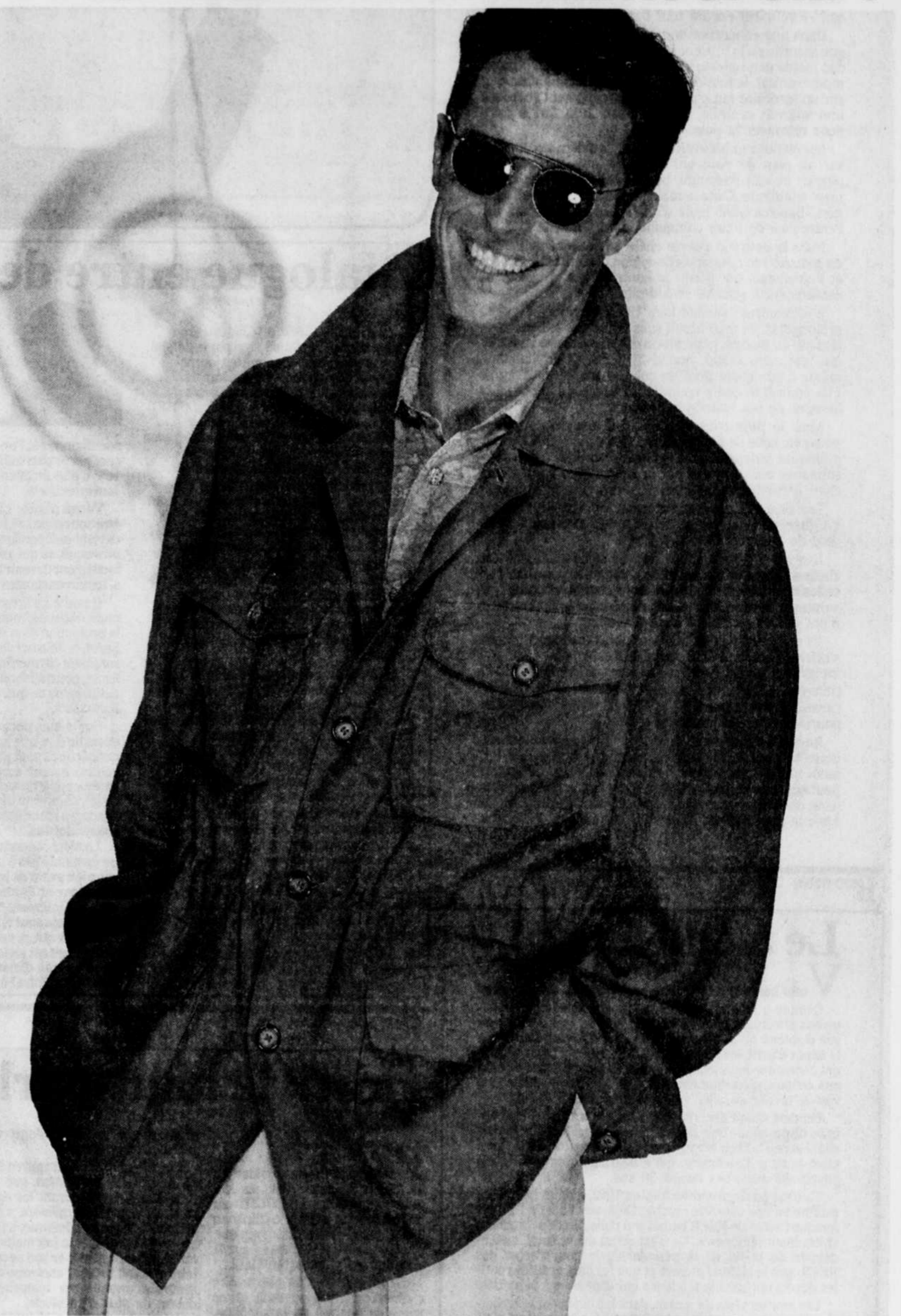
grins se sont prononcés à une très large majorité (73 voix pour, une contre, trois abstentions) en faveur de la création de la nouvelle Yougoslavie, qui compte 10,4 millions d'habitants et représente 45 % du territoire de l'ancienne fédération. Le nouvel État, que la Chine ainsi que la Russie ont été les premiers à reconnaître, est délimité par les frontières existantes de la Serbie et du Monténégro.

La nouvelle constitution du pays a été boycottée hier par les pays occidentaux. Ceux-ci protestent contre les violations du cessez-le-feu en Bosnie, imputées à

l'armée fédérale dominée par les Serbes, et, notent des diplomates, ils pourraient ne pas reconnaître le nouvel État.

La nouvelle Yougoslavie souhaite succéder à l'ancienne fédération et en récupérer biens et attributs. Elle s'est engagée à respecter les lois internationales et a demandé son adhésion à la CEE. Le président du parlement serbe, Aleksandar Bakocevic, avait expliqué auparavant que le nouvel État s'abstiendrait de toute revendication territoriale sur les autres anciennes républiques yougoslaves.

## EST-CE QUE LE GARS QUI SAIT TOUT SUR LES COMPLETS PEUT AUSSI S'Y CONNAÎTRE EN VÊTEMENTS SPORT ?



### DEMANDEZ À HARRY

On ne peut nier que, lorsque Harry et son frère Lou ont ouvert boutique, avant même que l'on sache que le zucchini était un légume, il n'y avait pas chez eux la moindre trace d'un vêtement sport.

Mais les choses n'ont pas tardé à changer. Puisque l'on faisait la queue pour acquérir les complets d'affaires Harry Rosen, pourquoi ne pas offrir chandails, shorts et coupe-vent à cette clientèle?

«Aujourd'hui, nos magasins proposent ce que les gens de goût considèrent comme le choix le plus vaste et le plus éblouissant de vêtements de loisirs de tout le Canada. Confectionnés à 99% expressément pour nous, selon des normes et des designs dictés par nous.

Et tous ceux qui savent évaluer la qualité seront agréablement surpris par les prix.»

Une visite au magasin Rosen le plus proche vous confirmera les assertions de Harry. Des vêtements de printemps et d'été comme le veston pur lin ci-dessus : 250\$. Pantalons de coton, à partir de 85\$. Chandails légers, à partir de 95\$. Chemises sport, à partir de 55\$. Shorts, à partir de 55\$. T-shirts, à partir de 39,50\$.

Un magazine dont la fonction est de rendre compte de tout cela disait récemment de Harry Rosen que c'était «Le meilleur endroit pour les vêtements sport». Mais est-ce que ces nouveaux succès vont nuire à notre réputation de grands spécialistes du complet

d'affaires?

«Pas question, explose Harry. Mettre la main sur la tenue d'été n'a jamais fait perdre pied quant à la tenue d'affaires.»

# HARRY ROSEN

PLACE STE-FOY • 657-5465

JUSQU'AU JEUDI 30 AVRIL 1992  
JE VOUS ATTENDS AFIN DE VOUS FAIRE PROFITER DE NOTRE PROMOTION  
«PAS DE TAXES»  
nous la payons pour vous (chèque)  
À L'ACHAT D'UN MODELE  
ACCORD EX ET CIVIC EX 1992

RENÉ BERGERON  
2000, boul. Charest Ouest  
687-2525

### Hydro-Québec

#### APPELS D'OFFRES pour 14 h heure de Montréal

<p><b>DES.26237.A</b> le mardi 12 mai 1992 Région Saint-Laurent CONSTRUCTION DE CANALISATIONS SOUTERRAINES ET DE PUIS D'ACCÈS PROJET : "BOULEVARD LES GALERIES D'ANJOU" Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec Garantie de soumission : 30 000 \$ Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)</p>	<p><b>EGR.25987.A</b> le mardi 12 mai 1992 Région Richelieu RÉFÉCTION DU REVÊTEMENT (BÉTON LÉGER) DES BÂTIMENTS DES FILTRES À LA CENTRALE TRACY Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec Garantie de soumission : 10 000 \$ Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)</p>	<p><b>EMG.24206.F</b> le mardi 12 mai 1992 QUATRE-MILLE (4000) CADENAS ANTI-CORROSION Admissibilité : Place d'affaires au Québec Garantie de soumission : 10 000 \$ Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)</p>	<p><b>ESP.25459.F</b> le mardi 12 mai 1992 LOCATION ET ENTRETIEN DE 9 PHOTOCOPIEURS Admissibilité : Place d'affaires au Québec Aucune garantie de soumission Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)</p>
<p><b>LRL.21406.F</b> le mardi 12 mai 1992 Région Laurentides SERVICE DE LOCATION SUR DEMANDE DE GRUES HYDRAULIQUES, CONVENTIONNELLES ET TÉLESCOPIQUES (8 à 220 tonnes) Admissibilité : Place d'affaires au Québec Aucune garantie de soumission Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)</p>	<p><b>GML.21444.A</b> le mardi 19 mai 1992 Région Laurentides CONSTRUCTION DE CANALISATIONS SOUTERRAINES ET DE PUIS D'ACCÈS AU SECTEUR BASSES LAURENTIDES (PROJET : "AÉROPORT MIRABEL") Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec Garantie de soumission : 150 000 \$ Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)</p>	<p><b>GML.21447.A</b> le mardi 19 mai 1992 Région Laurentides CONSTRUCTION DE CANALISATIONS SOUTERRAINES ET DE PUIS D'ACCÈS AU SECTEUR MILLE-ÎLES (PROJET : "POSTE STE-THERÈSE OUEST ET TRAVERSE AUTOROUTE 15") Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec Garantie de soumission : 80 000 \$ Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)</p>	<p><b>MAL.22811.A</b> le mardi 19 mai 1992 Région Manicouagan TRAITEMENT CHIMIQUE ET MÉCANIQUE DE LA VÉGÉTATION DANS LES EMPRISES DE LIGNES DE TRANSPORT Admissibilité : Principale place d'affaires au Québec Garantie de soumission : 80 000 \$ Prix du document : 25 \$ (taxes incluses)</p>

Le document d'appel d'offres peut être consulté ou obtenu du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30 à l'endroit suivant:

HYDRO-QUÉBEC  
GROUPE EXPLOITATION RÉGIONALE  
Direction Approvisionnement de l'exploitation  
Service Achats, Contrats et Surplus d'actif  
140, boul. Crémazie, ouest, 10e étage  
Montréal (Québec) H2P 1C3  
Pour renseignements: (514) 858-2830

LE MONTANT DE 25 \$ EST NON REMBOURSABLE et doit être payé sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre d'Hydro-Québec.

La garantie de soumission devra être sous forme de chèque visé, de cautionnement fourni par une compagnie d'assurance ou de lettre de crédit irrévocable ou d'obligations au porteur.

Seules les personnes physiques ou morales qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau mentionné plus haut sont admises à soumissionner.

L'intéressé à soumissionner doit fournir son numéro de téléphone, de télex et/ou de télécopieur lors de sa demande du document d'appel d'offres.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter toute soumission.

Le chef de service,  
Achats, Contrats et Surplus d'actif  
René Cantin, ing.

## ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:  
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef  
et directeur de l'édition:  
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:  
DENIS CLICHEPrésident et Éditeur:  
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:  
DENIS ANGERS

# La drôle de paix de Kaboul

Les experts attendaient le pire, en Afghanistan. Ils avaient peut-être raison. Les occupants soviétiques ont quitté l'Afghanistan depuis plus de trois ans déjà, mais leur pantin Najibullah a eu la brillante idée de quitter le pouvoir la semaine dernière seulement.

L'agonie de la dictature aura duré trop longtemps pour que la succession se fasse sans crise. Ainsi vient-on d'assister au ralliement de l'ensemble des autorités militaires au principal chef des guerilleros, Ahmed Shah Massoud, pendant que d'autres leaders politiques — en exil — refusent encore tout compromis.

Dans une concoction à haut risque de trafic de drogue assortie de la présence d'armes de tout calibre entre des mains peu fiables, sur un fond d'islamisme plus ou moins radical, le tout dans une mosaïque multiethnique sur un territoire qui n'a jamais été réellement soumis à une autorité centrale, l'Afghanistan aura fort à faire pour retrouver la paix.

Les Nations unies avaient réussi l'an dernier à proposer un plan de paix qui accordait aux Résistants la plupart de leur demande, hormis celle d'un État carrément islamique. Cette semaine encore, le secrétaire général Boutros Ghali tente d'amadouer les plus durs par l'entremise de leurs commanditaires iraniens.

Mais la nouvelle guerre civile afghane actuellement en gestation se nourrit d'elle-même. Américains, Russes et Pakistanais ont perdu le contrôle des armes qu'ils essaient à gauche et à droite.

L'Afghanistan semble loin. Une guerre civile qui se prolongerait ne modifierait sans doute pas la carte stratégique du monde, pourrait-on dire à première vue. C'était vrai, sans doute, quand l'URSS existait toujours, même à son stade final de colosse aux pieds d'argile. Elle pouvait toujours contrôler le dérapage afghan à la lumière de ses intérêts supérieurs.

Mais le pays s'inscrit dans une conjoncture toute nouvelle, celle de l'apparition d'une constellation de républiques indépendantes en Asie centrale, toutes musulmanes mais divisées par la langue. Les unes s'associent naturellement à l'Iran, les autres à la Turquie.

Les diverses communautés nationales qui forment l'Afghanistan peuvent se laisser tenter elles aussi par ce vent de désintégration des États.

Il n'y a historiquement rien de nouveau à voir les chefs de clans et d'ethnies se chamailler pour des parcelles de pouvoir, une fois le front commun contre l'envahisseur devenu inutile. Les rebelles anti-communistes n'ont jamais formé de front commun.

Ils ont peine à se rallier à un pouvoir de transition et s'offrent parfois d'étranges alliances, comme celle des intégristes et de l'ancien ministre communiste de la Défense de Najibullah, en mars 1990, ou encore celle de l'armée gouvernementale et des rebelles de Massoud, pourtant ennemis jurés il y a peu.

Aucun détachement de Casques bleus des Nations unies ne pourra ramener la paix dans un pays à la fois aussi vaste et fermé que l'Afghanistan. La solution ne peut être que politique, et les compromis ne répondront sans doute pas aux critères occidentaux traditionnels. Mais la paix d'abord, diront les 16 millions d'Afghans.

RAYMOND GIROUX

## Bloc-notes

## Le meilleur ami

Votre banquier est-il votre meilleur ami, ces jours-ci ?

Comme à tous les printemps, un grand nombre de citoyens effectuent en avril, mai ou juin les transactions en vue d'obtenir ou de renouveler une hypothèque. Or, depuis le début d'avril, les taux pour tous les types d'hypothèques ont connu une hausse importante. Les hypothèques de cinq ans coûtent présentement plus cher, à 10¼ %, qu'en janvier et février où elles étaient disponibles à 9¾ %.

Pendant qu'on demande plus cher aux clients, les banques disposent de leur côté de fonds qui ne leur ont jamais coûté si peu... Elles empruntent de la banque centrale à un taux, le taux d'escompte, qui a dégringolé en avril et n'a jamais été aussi bas depuis 30 ans.

Ce n'est pas la première fois, en 1992, que les banquiers profitent d'une clientèle captive. Déjà, au début de l'année, lorsque l'achat de REER battait son plein, les dépôts étaient chichement rémunérés. Ce n'est qu'au début mars, au lendemain de la fin de la période légale pour l'achat des REER, que le plafond a crevé et que les taux accordés pour les dépôts ont suivi la tendance qui était alors à la hausse.

Les mouvements de masse, dans les dépôts et la recherche de crédit, ne sont donc pas à l'avantage des clients mais ils permettent aux banques de faire des profits substantiels. La solidité de nos grandes banques fait d'ailleurs l'envie des Américains. Nos banques ont survécu sans problèmes aux mauvaises créances des pays du Tiers-Monde et aux nombreuses faillites des dernières années.

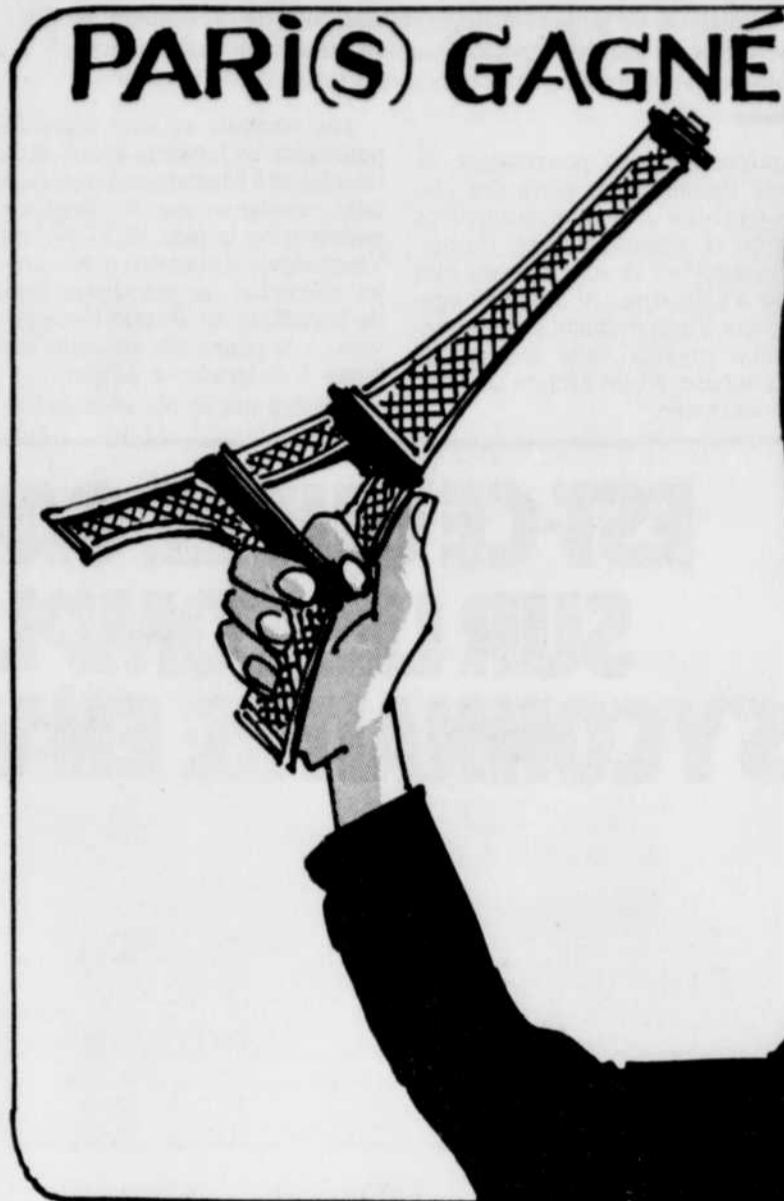
Leur solidité est telle que la plupart épongeront sans difficulté les dettes énormes de la multinationale canadienne géante Olympia et York (propriétaire de Gulf Canada, Abitibi-Price et de nombreux ensembles immobiliers).

L'entreprise jongle avec des dettes totalisant plusieurs milliards \$ depuis que ses revenus, malmenés par la récession, ne suffisent plus à couvrir les emprunts effectués pour la construction du quartier de Canary Wharf, à Londres.

Certains prêteurs exercent actuellement des pressions pour que le gouvernement canadien, et les contribuables, viennent à la rescousse et garantissent certaines mises de fonds.

Mais bon nombre de citoyens ont déjà donné en assurant des profits confortables aux institutions financières.

MARIE CAQUETTE



## Dialogue entre deux solitudes

En décembre 1980, au Château Frontenac, un René Lévesque aigri par la défaite référendaire avait sermonné les journalistes québécois francophones, lors du congrès annuel de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), les accusant de pas défendre la cause québécoise (comprendre souverainiste) avec la même ardeur que leurs collègues anglophones défendaient l'unité canadienne.

À la même époque, Pierre Elliott Trudeau voyait des séparatistes partout, surtout à Radio-Canada, qu'il menaçait de fermer à clé ou de condamner à la présentation des chefs-d'oeuvre de la porcelaine chinoise.

Douze ans et un référendum plus tard, les acteurs ont changé mais le débat demeure le même. Et les journalistes québécois s'interrogent toujours sur l'attitude à prendre. Dimanche, à Montréal, ils avaient invité des collègues du Canada anglais à en discuter.

Une des raisons qui a amené la FPJQ à organiser ce colloque, sur le thème *Les journalistes dérapent-ils ?*, a été la publication, dans le *Globe and Mail* du 21 mars dernier, d'un texte signé par Laurier Lapiere, sous le titre *Meet the Notables, who dictate what Quebecers think* (Rencontrez ces notables qui dictent aux Québécois quoi penser).

Dans son analyse, cet éternel canadien-français de service des médias anglophones expliquait au reste du pays qu'il existe au Québec une petite élite de 3000 à 5000 « notables », tous « Québécois pure laine », qui imposent leur obsession souverainiste à l'ensemble de la population. Bien entendu, les journalistes font partie de cette élite déléguée.

M. Lapiere poursuivait en expliquant que l'information au Québec est contrôlée par quatre quotidiens, dont il présentait



Michel DAVID

sommairement l'orientation, en commençant par le plus militant de tous, *Le Devoir*, « plus indépendantiste que souverainiste ».

Venait ensuite LE SOLEIL, « qui tend à être souverainiste la plupart du temps, mais devient indépendantiste quand il se sent provoqué, ce qui arrive souvent, et pourrait facilement devenir carrément séparatiste si les circonstances l'exigeaient ».

Quant à *La Presse*, « elle est généralement déchirée, mais on peut dire qu'elle fait la promotion d'un fédéralisme allairiste ». Enfin, le *Journal de Montréal*, « bien que résolument asymétrique dans son fédéralisme, pourrait facilement devenir indépendantiste, ou ce que voudra Jacques Parizeau ».

Sur le plan personnel, il est sans doute exact de dire que la plupart des journalistes québécois sont plutôt souverainistes. Le contraire serait surprenant: la majorité d'entre eux appartiennent aux catégories d'âge, de revenu et de scolarité que tous les sondages identifient comme les plus souverainistes.

Là n'est cependant pas la question. On ne demande pas à un vétérinaire s'il est végétarien avant de lui confier son chien. « Lapiere et Trudeau disent la même chose. Ça ne m'intéresse pas de savoir si les journalistes sont fédéralistes ou souverainistes. Ce que je veux savoir, c'est si la couverture est juste, équilibrée et complète », disait dimanche l'éditeur du *Toronto Star*, John Honderich.

Quelles que soient leurs convictions personnelles, je crois que c'est aussi ce que visent la très grande majorité des journalistes québécois et qu'en dépit d'inévitables bavures, ils y arrivent assez bien. Selon le cadre responsable du *National* (téléjournal du soir) de la CBC au Québec, Nigel Gibson, « les médias du Québec n'ont de leçon à recevoir de personne ».

Franchement, je ne connais pas beaucoup de journalistes qui partagent l'opinion de mon collègue Michel Vastel, selon lequel ils devraient « monter aux barricades ». Sauf quand il s'agit de dénoncer certaines inepties comme celles de Laurier Lapiere ou Mordechai Richler.

Dès qu'on aborde la question constitutionnelle, il est évident qu'il y a une différence fondamentale dans le traitement journalistique au Québec et au Canada anglais. Dans la mesure où deux options sont également considérées au Québec, tout dérapage de la presse est aussitôt sanctionné par une perte de crédibilité, constatait Lucien Bouchard.

Au Canada anglais, l'opinion publique ne joue pas ce rôle de chien de garde. Contre la souveraineté, tous les coups sont permis, sinon encouragés. « Nous sommes tous du même bord », admettait Susan Delacourt, une courriériste parlementaire très respectée du *Globe and Mail* à Ottawa.

C'est ce qui permet à quelqu'un comme Diane Francis, du *Financial Post* d'écrire sans soulever de tollé que Jacques Parizeau et ses bandits de grand chemin devraient être arrêtés et jetés en prison.

Cette femme est assez spéciale. Dimanche, elle trouvait qu'il y avait trop de limitations à la liberté d'expression au Canada. Cette américaine d'origine déplore qu'en matière de libelle diffamatoire, la loi soit plus sévère que chez nos voisins du sud. À lire Mme Francis, je ne suis pas sûr qu'il faille s'en plaindre.

## Réplique

## Haïti: le haut-parleur de Cedras

par Lyse NADEAU

Pendant la fin de semaine du 28, 29, et 30 mars 1992, les lecteurs du quotidien LE SOLEIL ont pu lire, sous la plume de Christian Thibodeau, journaliste pigiste, une série de « reportages » sur la situation qui prévaut en Haïti.

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'on a pas eu droit à une véritable analyse de la situation. Celle-ci est autrement plus complexe que la position arrogante, méprisante et mensongère, adoptée par le général Cedras et celle combien tiède du premier ministre pressenti, M. René Théodore, pourraient le laisser croire.

Le but de la présente n'est pas d'effectuer cette analyse qui viendra plus tard si le journal veut encore nous prêter ses colonnes une prochaine fois, mais de rétablir certains faits que les propos de Cedras ont voulu obscurcir.

Le journaliste s'est contenté de donner la parole à « l'homme fort » d'Haïti, lui facilitant ainsi la poursuite de la campagne de désinformation si savamment orchestrée dès le lendemain du coup d'État par celui qui obtint comme récompense le poste de premier

ministre de facto. Il s'agit de Jean-Jacques Honorat.

On est tout ébahi d'apprendre de la bouche de Cedras que le Président Aristide durant les sept mois de son gouvernement s'est attaqué à l'Église catholique, a fait brûler l'Archevêché, a fait maltraiter le nonce, assassiner son secrétaire et a fait brûler l'ancienne cathédrale, monument historique datant de plus d'un siècle.

Il faut être foncièrement malhonnête pour imputer de tels actes au Père Aristide qui n'avait même pas encore prêté serment en tant que président de la République. On se rappellera que c'est à la suite du coup d'État manqué du 7 janvier 1991 de Roger Lafontant, frère de combat duvaliériste de M. Cedras, que le peuple en furie, à la recherche de complices, a commis les actes que le Père Aristide lui-même a regretté et dénoncé.

L'étonnement est encore plus grand d'apprendre qu'Aristide se soit attaqué au secteur privé, à la bourgeoisie et à l'armée, alors qu'en réalité il n'a pas cessé de courtiser cette dernière (Cedras lui-même a eu deux promotions en quelques mois); il avait des

partisans et collaborateurs dévoués parmi les éléments progressistes de la bourgeoisie et à maintes occasions, il a tendu la main au secteur privé pour en faire un réel partenaire au développement du pays.

À entendre M. Cedras, on peut être porté à croire que l'armée est la gardienne de la constitution. Ce rôle qu'elle s'est octroyée appartient au Parlement qui seul a le pouvoir d'amender la constitution et de traduire en justice un président qui aurait posé des gestes contraires à l'ordre constitutionnel.

Il est révoltant de voir quelqu'un qui a piétiné la constitution se référer à elle pour justifier des actes condamnés unanimement par la communauté internationale et par la majorité de la population haïtienne. Décidément le cynisme est devenu la première « vertu » des actuels maîtres de Port-au-Prince.

Quant à l'optimisme modéré de M. Théodore au sujet de la ratification du Protocole d'accord de Washington, cela traduit sinon de la naïveté du moins une certaine fatigue après un mois d'attente

d'un vote qui risque de ne jamais se prendre. Au moment où il donnait son entrevue, il ne pouvait plus ignorer que les putschistes allaient tout mettre en oeuvre pour empêcher la ratification de cet accord.

Pour l'observateur qui a suivi avec attention les multiples manœuvres des ennemis de la démocratie en Haïti, il est évident que la solution à ce qu'on appelle maintenant « le problème haïtien » ne viendra pas des officines de l'OEI. Cet organisme vient encore une fois de faire la preuve de son inefficacité. Il n'était capable ni de faire respecter l'embargo économique, ni d'amener les parties à une solution négociée par la ratification du Protocole d'accord.

Désormais, il semble qu'il ne reste plus que deux voies à explorer pour une sortie de la crise haïtienne: la mobilisation du peuple sur tout le territoire national comme en 1986 lors de la chute de Duvalier ou un changement effectif de la position américaine face au gouvernement issu des élections du 16 décembre 1990.

Lyse Nadeau est coordonnatrice par intérim pour le comité de Vigilance pour Haïti.

# Un cessez-le-feu ignoré à Kaboul

KABOUL (AP, AFP) — Les combats d'une violence inégale entre moudjahidine rivaux ont continué à faire rage hier Kaboul, alors que des informations contradictoires circulaient en fin de journée sur la signature d'un accord de cessez-le-feu entre factions hostiles. Les fondamentalistes du Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar auraient aussi reconnu le nouveau Conseil intérimaire.

tyar évacuent Kaboul, selon M. Mir qui était en contact avec le frère de M. Massoud.

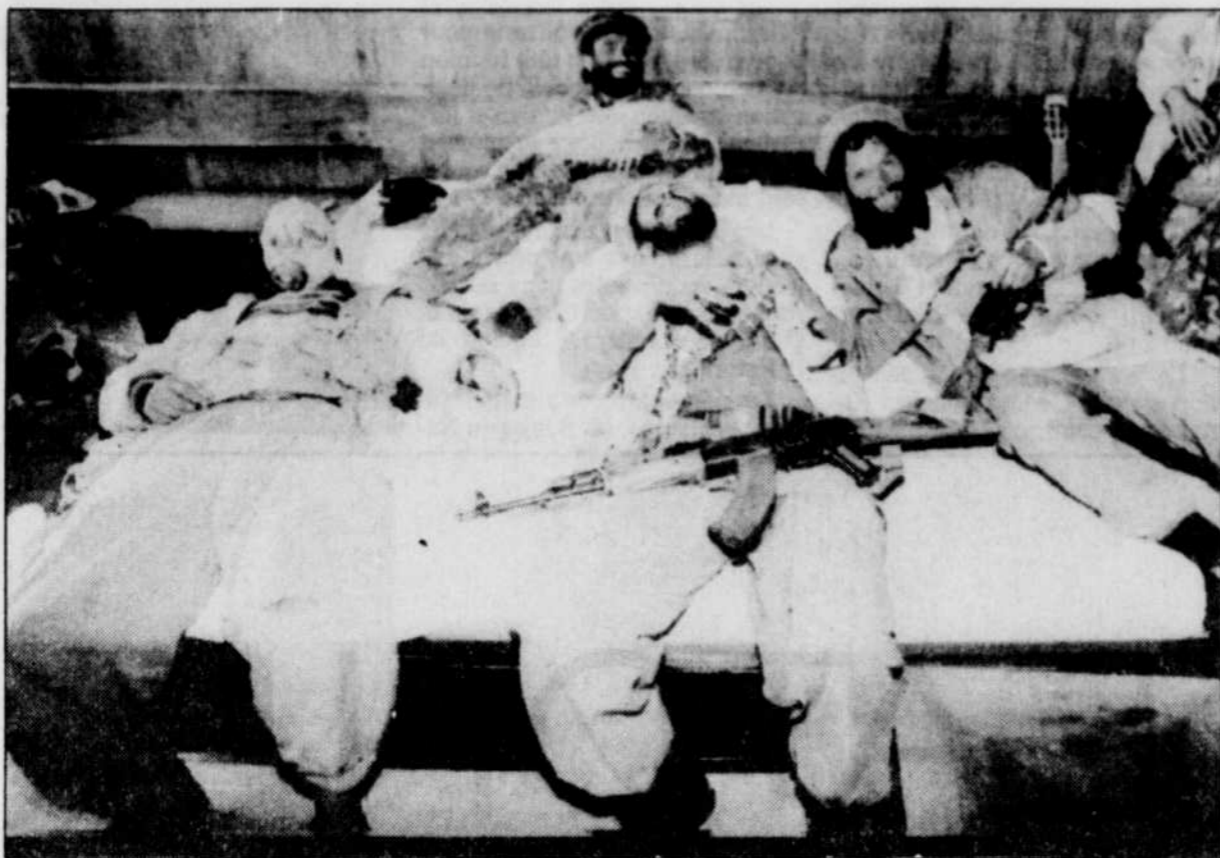
Aucune conséquence n'a en tout cas été enregistrée à Kaboul, où l'on pouvait entendre hier des tirs de mitrailleuse et d'obus et des explosions dans plusieurs quartiers, deux jours après la prise de contrôle de la ville par les

moudjahidine.

La Croix-Rouge affirmait avoir traité plus de 220 combattants et que 11 des blessés qu'elle avait soignés depuis samedi étaient morts. Mais le bilan était probablement beaucoup plus lourd.

Pendant ce temps, en Iran, le secrétaire général de l'ONU Bou-

tros Boutros-Ghali a achevé une visite qui lui a permis de s'entretenir avec des moudjahidine pro-iraniens et les responsables de Téhéran. M. Boutros-Ghali, qui s'est dit « préoccupé » par la poursuite des combats, a affirmé avoir eu des discussions « fructueuses, positives et constructives » avec les dirigeants iraniens.



Les hommes du Jamiat-e-Islami du commandant Massoud qui contrôlent 90% de la ville de Kaboul, capitale de l'Afghanistan, s'amusaient follement hier dans le lit du président déchu Najibullah...

La plupart des 50 membres de cet organe de transition avaient auparavant quitté le Pakistan par la route pour gagner Kaboul, renonçant ainsi à prendre l'avion en raison des menaces qu'avait proférées durant le week-end le mouvement de M. Hekmatyar. Le convoi de plus de 100 véhicules a franchi la frontière après deux heures de route. On ignorait où il se trouvait dans la soirée mais cette route de montagne est particulièrement difficile des suites des combats.

Les combats se sont concentrés hier sur deux collines qui se font face sur la route menant à la capitale par le sud tandis que des affrontements sporadiques ont également éclaté dans le centre de Kaboul et dans d'autres quartiers tenus par les rebelles du Hezb-e-Islami. Les moudjahidine ont également salué l'arrivée du crépuscule par des tirs de fusées éclairantes.

Les forces du Hezb ont pris le contrôle d'une garnison de police proche du palais présidentiel de Kaboul et tiré des roquettes sur des quartiers du sud-est de la capitale tenus par les combattants du chef modéré Ahmed Shah Massoud.

Les hommes du Jamiat-e-Islami du commandant Massoud contrôlaient toutefois 90% de la ville et semblaient avoir le soutien de la plupart des soldats de l'armée gouvernementale. Un avion de l'armée de l'air a d'ailleurs bombardé une position des fondamentalistes sur une colline.

À Islamabad, un porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères a annoncé en fin d'après-midi que les deux chefs afghans avaient signé une trêve. Selon l'agence pakistanaise, celle-ci a été facilitée par l'intervention du Pakistan et de l'Arabie saoudite.

Daoud Mir, représentant du commandant Massoud pour l'Europe, a toutefois affirmé à l'AP en fin d'après-midi que M. Massoud avait démenti tout accord. Il a par contre posé comme condition à toute discussions sur un cessez-le-feu que les forces de M. Hekma-

## La Chine violerait l'embargo

WASHINGTON (d'après AFP) — Le département d'État américain a laissé entendre hier que les États-Unis avaient protesté auprès de Beijing après avoir observé le débarquement d'armes chinoises en Libye en violation de l'embargo des Nations unies.

L'hebdomadaire américain Newsweek rapporte dans son édition d'hier que des satellites américains ont observé le 17 avril le débarquement de dizaines de milliers d'armes d'un cargo chinois, le San Jiang Kou, à quai dans un port libyen.

Selon le magazine, la Chine a affirmé aux États-Unis que le cargo était dans les eaux territoriales libyennes avant le 15 avril, date d'entrée en vigueur de l'embargo de l'ONU.

« Nous sommes au courant de ces informations, nous en avons discuté directement avec la Chine », a déclaré le porte-parole du département d'État, Mme Margare-

ret Tutwiler. « Le gouvernement chinois nous a assuré qu'il respecterait les sanctions prévues par la résolution 748 du Conseil de Sécurité des Nations unies », a dit Mme Tutwiler.

Cette résolution impose un embargo sur les ventes d'armes, sur les liaisons aériennes avec la Libye et une réduction du personnel diplomatique à l'étranger. Elle sanctionne le refus de Tripoli de coopérer avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France pour poursuivre en justice des Libyens accusés de deux attentats contre des avions de ligne, qui ont fait 440 morts en 1988 et 1989.

Pendant ce temps, la Libye demandera aujourd'hui à ses partenaires de la Ligue arabe de se pro-

noncer clairement sur leur attitude vis-à-vis de l'embargo, estimait hier la presse égyptienne.

Tripoli a affirmé que son approvisionnement en médicaments, ainsi que son agriculture, étaient affectés par l'embargo aérien. Seuls le Soudan et l'Irak, lui-même soumis à un embargo multiforme de l'ONU depuis vingt-et-un mois, se sont jusqu'à présent officiellement prononcés contre l'embargo. Les autres pays de la Ligue l'appliquent de plus ou moins bon gré, y compris la Syrie, malgré l'annonce par la compagnie aérienne nationale syrienne que Damas avait pris la décision de principe de poursuivre ses vols vers Tripoli.

### En Bref

#### ■ Vols anti-drogue suspendus

WASHINGTON (Reuter) — Les États-Unis ont annoncé hier la suspension de leurs vols de surveillance anti-drogue au Pérou, à la suite de l'attaque par l'aviation péruvienne vendredi d'un appareil américain en mission de routine. La suspension des vols a été annoncée dans un communiqué laconique du département d'État, quelques heures après que le président George Bush eut déclaré que l'incident n'avait pas été totalement élucidé. Le Pérou s'est plaint à plusieurs reprises aux responsables américains des perturbations apportées au trafic civil par les avions anti-drogue.

#### ■ De mal en pis en Haïti

GENEVE (AFP) — La situation générale devient extrêmement critique en Haïti, où le nombre de personnes qui ont besoin d'un apport supplémentaire en nourriture est passé de 750 000 à la fin de l'année dernière à plus d'un million, a affirmé hier à Genève la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge. L'île est plongée dans des « difficultés presque insurmontables » en raison de la prolongation de la crise politique combinée avec les effets de l'embargo économique décrété par l'Organisation des États américains au lendemain du coup d'État, explique la Fédération.

#### ■ Démarrage de l'aide à l'ex-URSS

(AFP) — La communauté financière internationale a donné hier le coup d'envoi à un vaste programme d'aide à l'ex-URSS mais il faudra encore des mois pour que cette assistance, essentielle pour faciliter la transition vers une économie de marché de ces pays, commence à être versée. Les anciennes républiques soviétiques ont occupé à nouveau la vedette à l'ouverture des réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale. En quelques heures, ces deux institutions internationales ont voté l'adhésion de ces nouveaux États alors que les pays riches approuvaient un paquet de 24 milliards de dollars pour la seule Russie.

#### ■ Risque d'un autre Tchernobyl

BRUXELLES (CEE) (AFP) — Le risque d'un désastre nucléaire dans l'ex-Union soviétique, comparable à la catastrophe de Tchernobyl, en 1986, est « élevé et permanent », a averti hier à Bruxelles le commissaire européen chargé de l'environnement Carlo Ripa di Meana. « Je rentre à Bruxelles choqué », a déclaré M. Ripa di Meana lors d'une conférence de presse, à son retour d'un séjour à Moscou et à Kiev.

#### ■ Les amis du boucher de Rostov

MOSCOU (AFP) — Le « boucher de Rostov », actuellement jugé à Rostov-sur-le-Don (sud de la Russie) pour 53 crimes sexuels particulièrement atroces, était informé des enquêtes menées sur ses crimes grâce à ses bonnes relations avec des policiers. Andreï Tchikatilo, un docteur en philologie âgé de 56 ans, collaborait en effet occasionnellement avec la police et a ainsi pu obtenir des informations qui lui ont permis d'échapper aux enquêteurs pendant 12 ans.

#### ■ Rodéo de la route à 9 ans

TOULOUSE, France (AFP) — La police toulousaine a interpellé pendant le week-end un jeune voleur de voitures de neuf ans et demi, et 28 kg, qui faisait du « rodéo » dans les rues de Toulouse avec quelques amis âgés de 10, 11 et 14 ans. Le siège totalement repoussé vers l'arrière pour ne pas gêner la manoeuvre, le jeune amateur de ballades sauvages conduisait debout et arrivait même à passer les vitesses sur la pointe des pieds. Les policiers furent assez étonnés de voir le « chef de bande » haut comme trois pommes leur expliquer que mettre le contact en tirant les fils sous le tableau de bord n'était qu'un jeu d'enfant. Un juge pour enfant sera désigné dans la semaine pour étudier le dossier de ces jeunes chauffards récidivistes.

# CAMPWAGON

RESPECTE  
VOTRE MODE DE VIE



Près de pointe-Gaspé, vous avez

besoin de lait frais pour votre nouveau né?

CAMPWAGON fabrique pour votre famille un campeur aménagé de façon pratique comprenant les éléments standard habituels, y inclus, évidemment... un réfrigérateur.



VENTE • LOCATION • PIÈCES ET SERVICE • 1170, CHEMIN DES OLIVIERS, BERNIÈRES, SORTIE 305, QC • 831-1893

## JOURNÉE PORTES OUVERTES

Samedi le 2 mai • de 10:00 à 16:00

# Le Québec est en Accord!

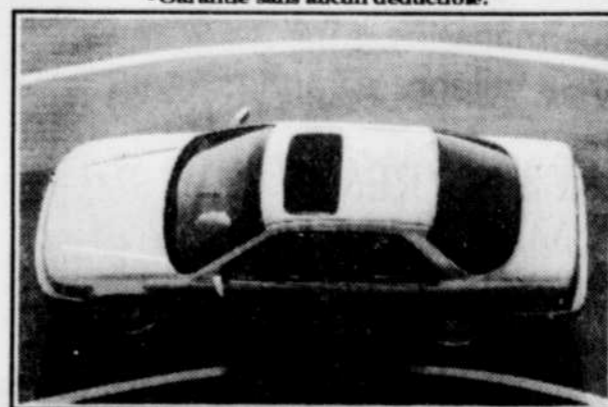
C'est normal, à partir de seulement 14 992 \$\* tout le monde veut notre Accord.

Accord 1992 : la voiture la plus recherchée.

\*Un sondage du CAA révèle que la HONDA ACCORD est la voiture la plus recherchée au pays pour une deuxième année consécutive. Plus de 210 véhicules étaient en lice et près de 44 000 personnes ont participé au sondage.\*\*



\*Garantie sans aucun déductible.



Prix d'un Accord LX, 2 portes 1992, transport, préparation et taxes en sus. Le modèle illustré peut différer.

LES CONCESSIONNAIRES  
**HONDA**  
SELECT

Automobiles B.G.P.

550, 90<sup>e</sup> Rue, Saint-Georges G5Y 3L2 1-418-228-5825

\* Source: Communiqué de presse du CAA du 5 février 1992.



Un Palestinien de sept ans que la police israélienne a arrêté hier parce qu'il leur tirait des roches à Jérusalem-Est, plaide pour sa liberté, de concert avec sa mère.

## La Syrie permet à ses Juifs de voyager

WASHINGTON (AFP, AP, Reuter) — La Syrie a fait hier un geste spectaculaire, à la reprise des négociations bilatérales de paix à Washington, en autorisant les 4500 Juifs syriens à voyager à l'étranger pour affaires et en vacances, alors qu'Israël a présenté aux Palestiniens son projet d'élections municipales dans les territoires occupés.

L'annonce de l'initiative syrienne a été faite par le département d'État alors que les délégations israéliennes, syrienne, palestinienne et libanaise, entamaient leur cinquième session de discussions de paix. La réunion jordano-israélienne a eu lieu dans l'après-midi.

Le tout Israël politique s'est réjoui de cette décision libérant ses congénères jusque là confinés à la Syrie. Ceux-ci ne seront cependant pas autorisés à se rendre en Israël, a précisé Margaret Tutwiler, du département d'État américain.

Le porte-parole de la délégation syrienne, Mme Bouchra Kanafani, a confirmé cette mesure,

tout en affirmant qu'elle « n'a pas été prise dans le cadre du processus de paix » et que les Israéliens « ne sont responsables d'aucun citoyen syrien ».

Les débats entre Israéliens et Palestiniens se sont ouverts pour la première fois sans une réunion préalable entre les chefs de délégation israélien, palestinien et jordanien. L'État hébreu se refusait jusqu'à présent à négocier seul à seul avec les Palestiniens.

Israël a présenté hier aux délégués palestiniens son projet d'élections municipales dans les territoires occupés de Cisjordanie et Gaza, où vivent 1,7 million de Palestiniens.

Le porte-parole de la délégation israélienne, M. Benjamin Ne-

tanyahu, a indiqué que « des propositions très concrètes » ont été formulées, « la plus importante étant l'organisation d'élections municipales pilotes dans les territoires (occupés) », a affirmé M. Netanyahu, également vice-ministre chargé de l'Information auprès de la présidence du conseil.

Le porte-parole palestinien Hanane Ashraoui a estimé que cette proposition qui ignore celle des Palestiniens pour des élections parlementaires avant fin septembre dans les territoires occupés, constitue « une violation des droits palestiniens » et « une mesure de diversion ».

JUSQU'AU JEUDI 30 AVRIL 1992  
JE VOUS ATTENDS AFIN DE VOUS  
FAIRE PROFITER DE NOTRE PROMOTION  
«PAS DE TAXES»  
nous la payons pour vous (chèque)  
À L'ACHAT D'UN MODÈLE  
ACCORD EX ET CIVIC EX 1992

**St-Joy**  
**lallier**

**HONDA**  
2000, boul. Charest Ouest  
687-2525

**SYLVIE CUSSON**

# EATON REND HOMMAGE AUX FABRICANTS DE Chez nous

CE QUI SE FAIT DE MIEUX CHEZ NOUS

**S**i Timothy Eaton était parmi nous, il serait drôlement fier! En effet il constaterait que le magasin qu'il a fondé contribue toujours aux succès des gens d'ici qui eux, en retour, achètent chez nous.

Voilà pourquoi Eaton se fait un grand plaisir de mettre à l'honneur les entreprises du pays.

**D**e plus, la politique de Timothy Eaton sur les achats avantageux est toujours à la mode dans tous nos magasins, sans oublier sa célèbre garantie:

ARGENT REMIS  
SI LA MARCHANDISE  
NE SATISFAIT PAS

**P**endant notre célébration, les articles fabriqués par des gens d'ici, pour des gens d'ici, seront en vedette. De plus, ils vous sont offerts à prix compétitifs, tous les jours.

Recherchez ce symbole:



**Fait  
au Canada**

**E**aton va toujours continuer d'encourager les fabricants et les fournisseurs du pays. Ainsi, nos clients pourront toujours se procurer des articles faits chez nous.

Ensemble, à l'oeuvre  
avec les gens d'ici!



**EATON**  
Nous sommes... le grand magasin du Canada